



AFRO
BAROMETER
Donner une voix au peuple



Forces de l'ordre ?

**Les Africains citent la corruption, la brutalité
et le manque de professionnalisme
comme autant de lacunes de la police**

Par Matthias Krönke, Thomas Isbell et Makanga Ronald Kakumba

Document de Politique d'Afrobarometer No. 90 | Janvier 2024



Introduction

Fin 2020, les Nigériens ont attiré l'attention du monde entier avec des manifestations massives contre les violences et l'impunité policières, visant la brigade spéciale anti-braquage (SARS) du pays (Al Jazeera, 2020 ; George, 2020). Trois ans après que les photos des manifestations #EndSARS sont devenues virales et que cette unité a été dissoute, au moins 15 manifestants sont toujours en détention arbitraire, et les informations faisant état d'exactions policières se poursuivent sans relâche (Agboga, 2021 ; Amnesty International, 2021, 2023a ; Uwazuruike, 2021).

Ailleurs en Afrique, et dans d'autres parties du monde, les médias font fréquemment état de comportements non professionnels, d'une application sélective de la loi, d'arrestations illégales, de corruption, de recours à une force excessive et d'autres violations des droits de l'homme commises par la police (New York Times, 2022). Ces pratiques ne se limitent pas aux criminels présumés et aux manifestations publiques contre la police, comme dans le cas de #EndSARS, mais surviennent également à des moments charnières de reddition de comptes démocratique (tels que les élections), d'urgence sanitaire (par exemple, COVID-19) et de situations ordinaires de contacts entre les citoyens et la police (comme les contrôles routiers).

Par exemple, les récentes élections au Zimbabwe (2023), en Ouganda (2021) et en Tanzanie (2020) ont été entachées d'actes de répression et de violence de la part de la police à l'encontre des politiciens de l'opposition et de leurs partisans (Reuters, 2023 ; Human Rights Watch, 2023a ; Kakumba, 2022 ; Salih & Burke, 2020). Les forces de l'ordre ont tué au moins 54 personnes au cours de la campagne électorale de 2021 en Ouganda (Amnesty International, 2020).

En octobre 2022 au Tchad, des forces de l'ordre ont été accusées d'avoir tué 128 personnes et d'en avoir blessé beaucoup d'autres lors de manifestations réclamant une transition plus rapide vers un régime démocratique (Human Rights Watch, 2023b). Deux mois plus tôt, plus de 20 personnes avaient été tuées lors de manifestations contre la hausse du coût de la vie en Sierra Leone (Amnesty International, 2023b). Des violences policières et des exécutions extrajudiciaires ont également été signalées dans d'autres pays africains, allant de la Guinée jusqu'au Kenya et du Sénégal jusqu'au Soudan, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de contrôle de la pandémie de la COVID-19 en 2021 (Amnesty International, 2023c ; Diphorn, 2019 ; Logan, Sanny, & Katenda, 2022).

Plus fréquemment, les citoyens sont confrontés à des demandes de pots-de-vin de la part de la police, qui est régulièrement citée comme l'une des institutions gouvernementales les plus corrompues (Kakumba & Krönke, 2023 ; Keulder, 2021 ; Wambua, 2015a, 2015b).

Dans ce contexte, les enquêtes Afrobarometer offrent de nouvelles données relatives à la perception qu'ont les Africains du professionnalisme de leurs forces de police. Les données de 39 pays africains, collectées entre fin 2021 et mi-2023, mettent en lumière les problèmes de mauvaise conduite, de comportement scélérat, de violence et de corruption.

Si les expériences et les appréciations varient considérablement d'un pays à l'autre, un tiers seulement des Africains affirment que leur police agit généralement de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens. Nombreux sont ceux qui affirment que les forces de l'ordre font régulièrement recours à une force excessive à l'encontre des manifestants et des personnes suspectées de délits.

Parmi les citoyens qui ont eu affaire à la police au cours de l'année écoulée, la plupart estimaient qu'il était facile d'obtenir de l'assistance, mais beaucoup déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir de l'assistance ou pour éviter des problèmes. La police demeure largement perçue comme corrompue.

Notre analyse révèle également que les perceptions négatives du professionnalisme et de la corruption de la police vont de pair avec une moindre confiance du public vis-à-vis de la police, de mauvaises notes relatives à la performance gouvernementale et un sentiment d'insécurité chez les citoyens. Malgré la visibilité relativement élevée de la police dans de nombreux pays, nos résultats suggèrent que cela n'améliore pas l'attitude des citoyens à l'égard de la police.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 53.444 entretiens dans 39 pays sondés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

Présence de la police :

- En moyenne, à travers 39 pays, les équipes d'Afrobarometer ont trouvé des postes de police, des officiers de police et/ou des véhicules de police dans 46% des localités sondées – 64% dans les villes et 29% dans les zones rurales.

Professionalisme de la police :

- Parmi les répondants qui ont sollicité l'assistance de la police au cours de l'année précédente, 54% déclarent qu'il était facile d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin.
- Seulement un tiers (32%) des citoyens disent que leur police se comporte « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens ; cette proportion varie de 13% au Nigéria à 58% au Burkina Faso.

Corruption de la police et activités criminelles :

- Presque la moitié (46%) des citoyens estiment que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police sont corrompus, ce qui représente la pire appréciation des 11 institutions et dirigeants publics visés par l'enquête.
- Parmi les répondants qui ont sollicité l'assistance de la police, 36% déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir l'assistance dont ils avaient besoin. Quant à ceux qui ont eu affaire à la police dans d'autres situations, 37% affirment avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter des problèmes, dans une fourchette allant de 1% au Cabo Verde à 70% au Libéria.
- A travers 39 pays, trois citoyens sur 10 (29%) pensent que la police se livre « souvent » ou « toujours » à des activités illégales, outre les 27% qui affirment qu'elle le fait « parfois ».



Violences policières :

- En moyenne, quatre Africains sur 10 environ déclarent que leur police fait « souvent » ou « toujours » un usage excessif de la force dans la gestion des manifestations (38%) et dans le traitement des criminels présumés (42%).

Corrélation entre les aspects de la performance de la police :

- La présence et le contact avec la police sont peu corrélés avec les perceptions du professionnalisme de la police, de son comportement corrompu ou de sa violence. En revanche, un niveau élevé de professionnalisme de la police est corrélé à la perception de moins de corruption et moins de brutalités policières.

Données relatives au comportement de la police :

- En moyenne à travers 39 pays, 48% des répondants affirment ne s'être jamais sentis en danger en se promenant dans leur quartier au cours de l'année précédente, et 59% déclarent n'avoir jamais craint d'être victimes d'un crime à leur domicile. Une perception plus faible de la corruption de la police est significativement liée à un sentiment plus répandu d'être en sécurité dans son environnement.
- Moins de quatre citoyens sur 10 (37%) estiment que leur gouvernement parvient « assez bien » ou « très bien » à réduire la criminalité, allant de 10% au Soudan jusqu'à 77% au Bénin. Les pays qui affichent une meilleure évaluation du professionnalisme de la police ont tendance à enregistrer de meilleures évaluations de la performance gouvernementale en matière de lutte contre la criminalité.
- Moins de la moitié (46%) des citoyens déclarent faire « assez » ou « beaucoup » confiance à la police. La perception du professionnalisme de la police est fortement liée à la confiance des citoyens vis-à-vis de la police.

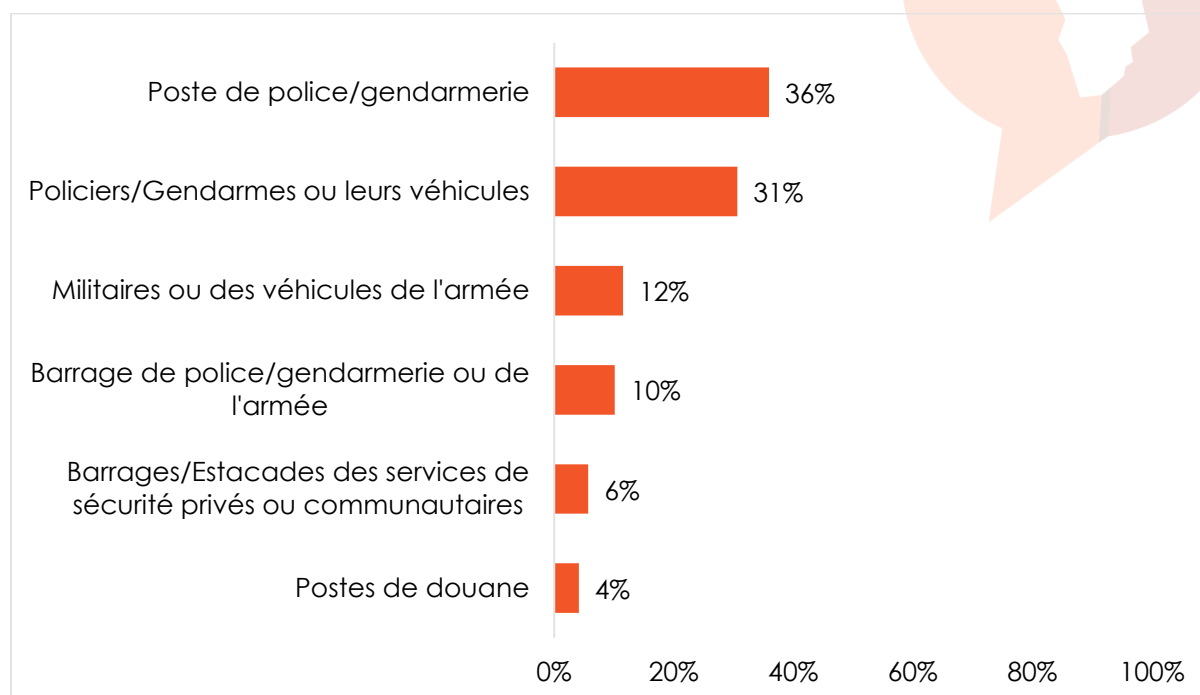
Présence de la police et contact avec les populations

Dans le cadre du processus de collecte des données, les équipes de terrain d'Afrobarometer procèdent à des observations sur le terrain afin d'identifier les installations et services disponibles au sein ou « à distance de marche facile » de chaque zone de dénombrement (ZD) du recensement qu'elles ont visitée.¹

A travers 39 pays, les travailleurs de terrain ont trouvé un poste de police dans 36% des ZD sondées et ont déclaré avoir rencontré du personnel ou des véhicules de police dans 31% d'entre elles (Figure 1). Les signes d'autres activités sécuritaires étaient moins fréquents, notamment des militaires ou des véhicules de l'armée (12%), des barrages routiers de la police ou de l'armée (10%), des postes de contrôle privés ou communautaires (6%) et des postes de contrôle douanier (4%).

¹ Les échantillons d'Afrobarometer sont composés d'une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées au sort à partir de la base de données du recensement national. Dans la plupart des pays, huit entretiens sont réalisés dans chaque ZD sélectionnée, de sorte que les équipes d'enquêteurs visitent généralement entre 150 (pour les enquêtes avec N=1.200) et 300 (pour les enquêtes avec N=2.400) ZD. Dans chaque ZD, l'équipe enregistre la présence ou non d'infrastructures et de services de base. En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur les résultats rapportés ici est plus élevée que pour les résultats obtenus par le biais d'entretiens individuels.

Figure 1 : La présence policière dans une perspective comparative | 39 pays
| 2021/2023



Questions posées aux enquêteurs :

Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ? Dans la ZD, avez-vous (ou l'un de vos collègues) vu : Des policiers ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des militaires ou des véhicules de l'armée ? Des barrages routiers mis en place par la police/gendarmerie ou l'armée ? Des postes de douane ? Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale ?

En moyenne à travers 39 pays, les équipes d'Afrobarometer ont constaté la présence de la police – soit d'un poste de police, soit de personnel ou de véhicules de police – dans 46% des lieux sondés. Cette présence était beaucoup plus fréquente dans les zones urbaines que dans les zones rurales (64% contre 29% en moyenne). Cette tendance se vérifie dans tous les pays sondés à l'exception de la Mauritanie (67% en milieu urbain contre 76% en milieu rural), de Maurice (64% contre 81%) et du Cameroun (71% contre 72%) – les trois pays où la présence de la police en milieu rural est de loin la plus élevée (Figure 2).

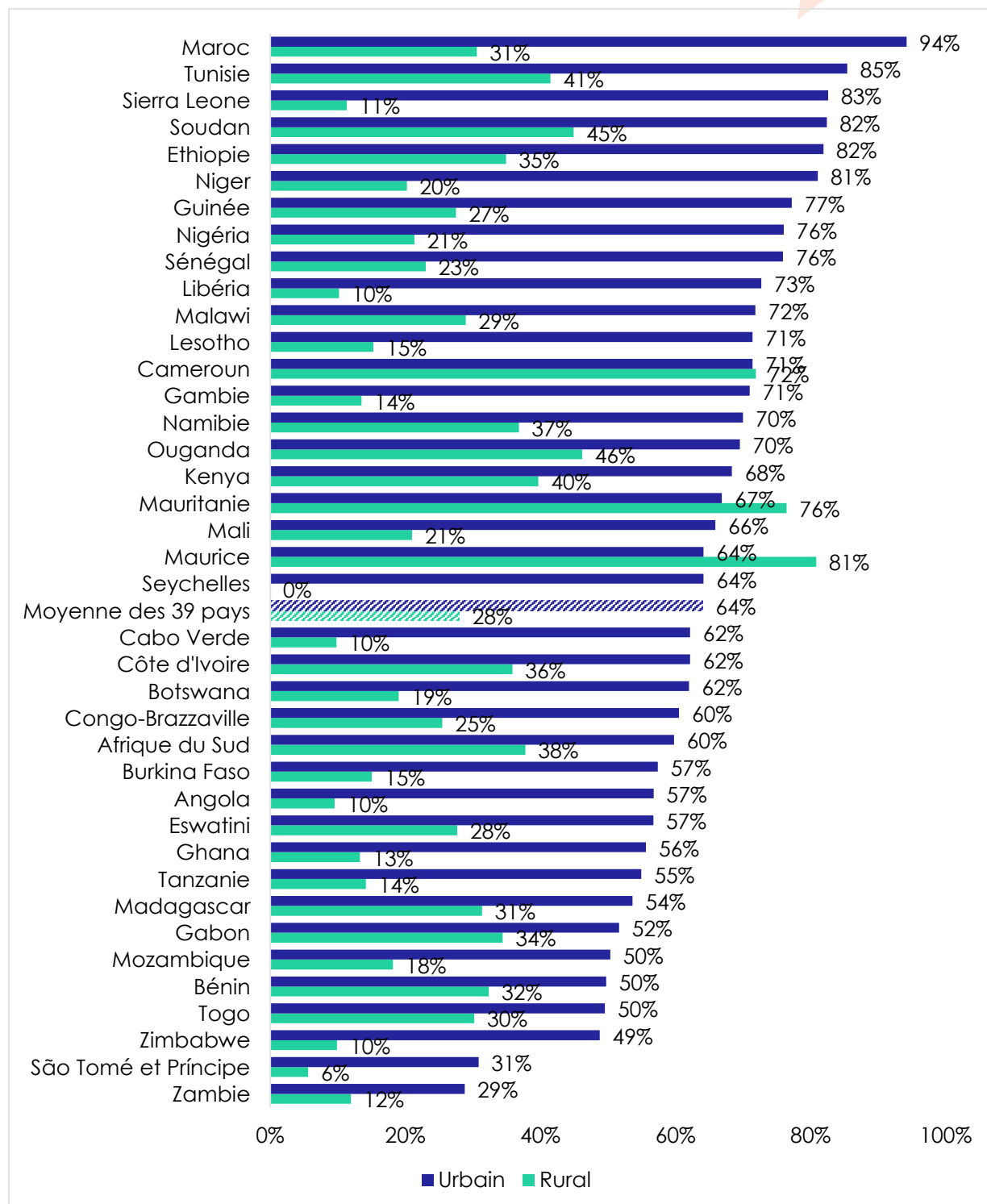
La présence urbaine de la police était la plus élevée au Maroc (94%) et en Tunisie (85%). Elle était la plus faible en Zambie (29%), quoique toujours bien supérieure à la présence policière rurale la plus faible (6% à São Tomé et Príncipe et inexistante aux Seychelles).

De même, la présence de la police tendait à être beaucoup plus importante dans les ZD disposant d'une meilleure infrastructure routière : 66% dans les zones dotées de routes pavées, goudronnées ou en béton, contre 36% dans les ZD dotées de routes en terre, en gravier, en pierre ou en mortier.

Tout comme la présence variable de la police au niveau de la communauté, les expériences des citoyens avec la police varient au niveau individuel. Alors que certains citoyens sollicitent l'assistance de la police (par exemple pour signaler un délit), d'autres ne rencontrent la police que dans des situations moins volontaires, par exemple lors d'un contrôle ou d'un barrage routier, ou dans le cadre d'une enquête. Sur l'ensemble de l'échantillon de 39 pays, 13% seulement des répondants déclarent avoir sollicité l'assistance de la police au cours des 12 derniers mois, alors que trois fois plus (40%) déclarent avoir rencontré la police dans d'autres circonstances (Figure 3).

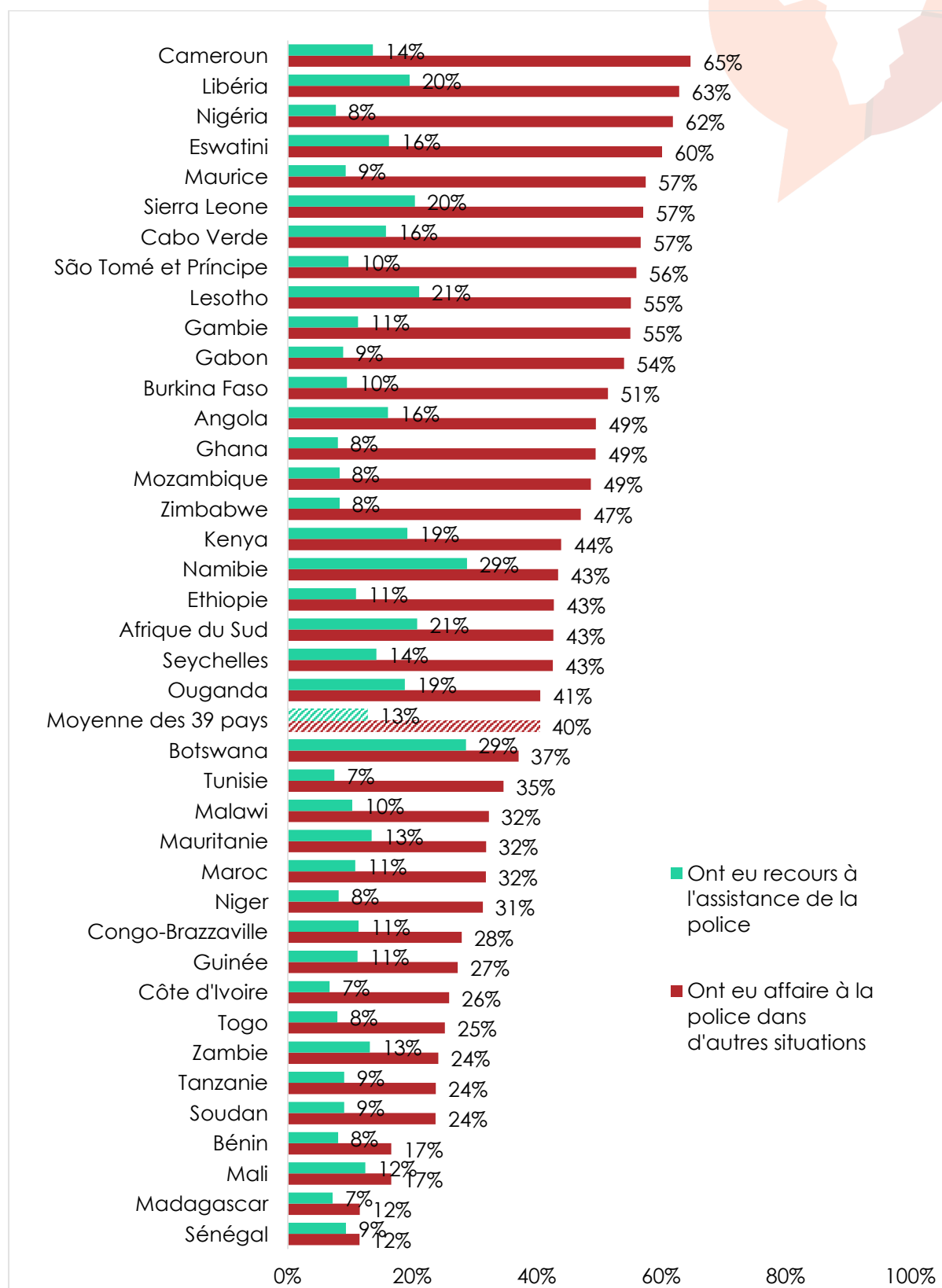
Les Namibiens et les Botswanais sont les plus susceptibles de solliciter l'assistance de la police (29% chacun), tandis que les Tunisiens, les Ivoiriens et les Malgaches (7% chacun) sont les moins susceptibles de le faire. Les contacts avec la police dans d'autres circonstances étaient les plus nombreux au Cameroun (65%), au Libéria (63%) et au Nigéria (62%) et les plus faibles à Madagascar et au Sénégal (12% chacun).

Figure 2 : Présence policière dans la ZD | par milieu de résidence urbain-rural
| 39 pays | 2021/2023



La présence policière est le pourcentage de ZD qui ont un poste de police ou dans lesquelles les agents de terrain ont vu la police ou des véhicules de police.

Figure 3 : Contact avec la police | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelques fois » ou « plusieurs fois »)

Professionalisme de la police

Si la présence et le contact de la police ouvrent la voie à l'interaction entre les policiers et les citoyens, les mesures du professionnalisme de la police – y compris la facilité d'obtenir de l'assistance et la conduite et l'intégrité des agents – nous aident à décrire la qualité du travail de la police.

Plus de la moitié (54%) des répondants à travers l'échantillon de 39 pays qui ont sollicité l'assistance de la police au cours de l'année précédente déclarent qu'il leur a été « facile » (37%) ou « très facile » (17%) d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin (Figure 4). Plus de trois quarts d'entre eux estiment que cela a été facile au Burkina Faso (77%) et à Maurice (76%), alors qu'ils ne sont pas plus de la moitié à en dire autant au Malawi (37%), à Madagascar (37%) et au Soudan (33%).

Au-delà de leurs expériences personnelles lorsqu'ils sollicitent de l'assistance, la plupart des citoyens ont une idée du degré de professionnalisme de leurs forces de police. En moyenne à travers 39 pays, seulement un tiers environ (32%) des répondants affirment que la police de leur pays opère « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens, tandis que 32% disent qu'elle le fait « parfois » et 34% « rarement » ou « jamais » (Figure 5).

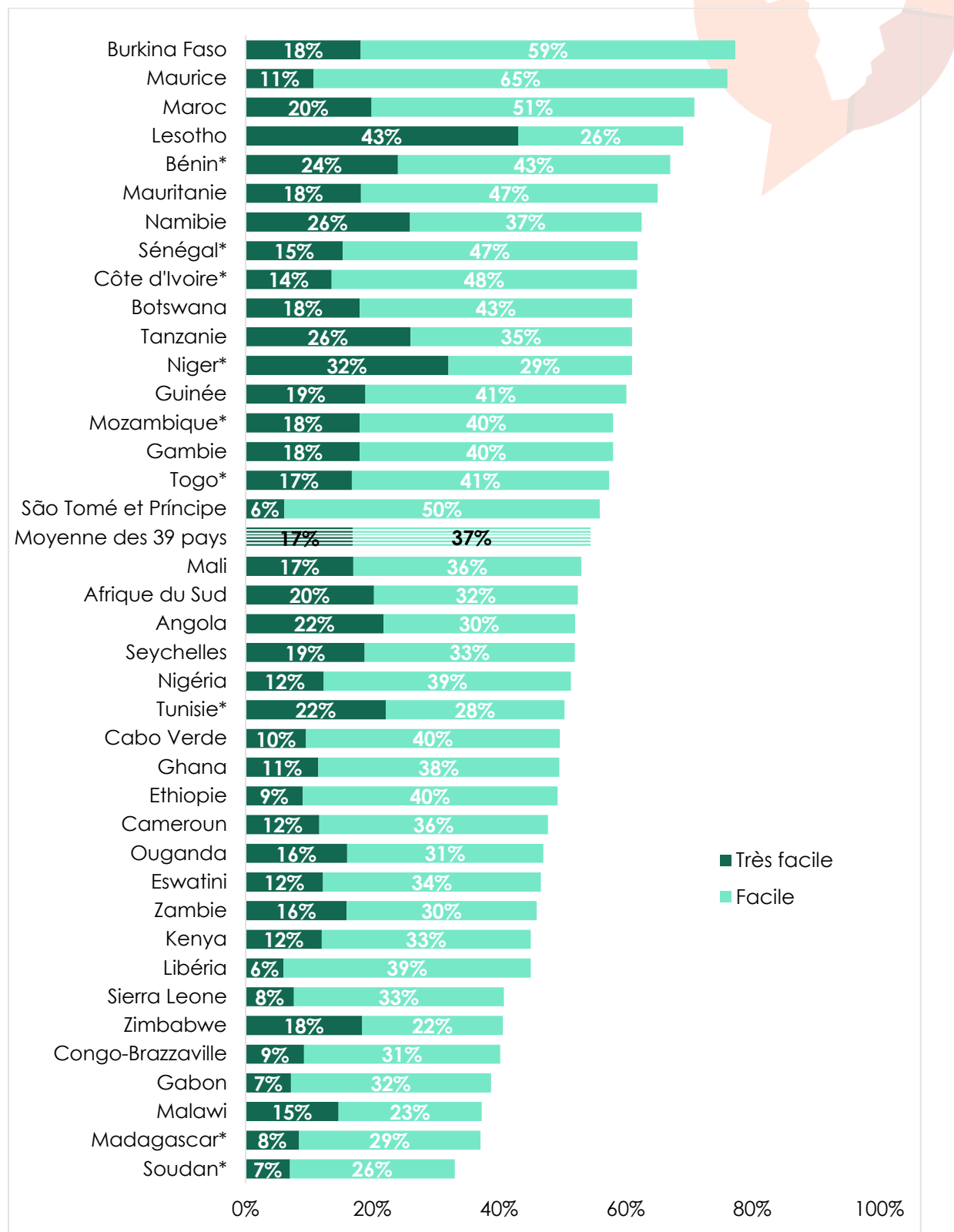
Dans seulement six pays, la moitié au moins des citoyens pensent que leur police agit généralement de manière professionnelle : Le Burkina Faso (58%), le Maroc (57%), le Niger (55%), le Bénin (54%), le Mali (54%) et le Sénégal (50%). Moins d'un répondant sur cinq partagent cet avis en Sierra Leone (19%), en Eswatini (19%), au Kenya (18%), au Congo-Brazzaville (17%) et au Nigéria (13%).

L'une des formes de comportement peu professionnel de la police que les citoyens pourraient observer – et déplorer – concerne l'interpellation des conducteurs sur la route sans raison valable. Si la police arrête souvent les véhicules pour vérifier s'ils sont bien immatriculés et en état de rouler, ou si les conducteurs sont titulaires d'un permis de conduire et aptes à conduire, les agents sont également susceptibles d'abuser de leur pouvoir dans ce domaine. En moyenne, 39% des Africains estiment que la police arrête « souvent » ou « toujours » les conducteurs sans raison valable, et 26% déclarent qu'elle le fait « parfois » (Figure 6).

Il n'est peut-être pas surprenant que les pays qui enregistrent de piètres statistiques en termes de professionnalisme général de la police (Figure 5) aient également tendance à enregistrer de piètres statistiques pour la pratique de l'interpellation inutile des automobilistes. Selon les citoyens, cette pratique est particulièrement répandue au Gabon (68% souvent/toujours) et au Kenya (66%). En revanche, moins d'un répondant sur cinq en Ethiopie (18%), au Cabo Verde (16%) et au Bénin (16%) se plaignent de cette pratique.

Faites votre propre analyse des données Afrobarometer - quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

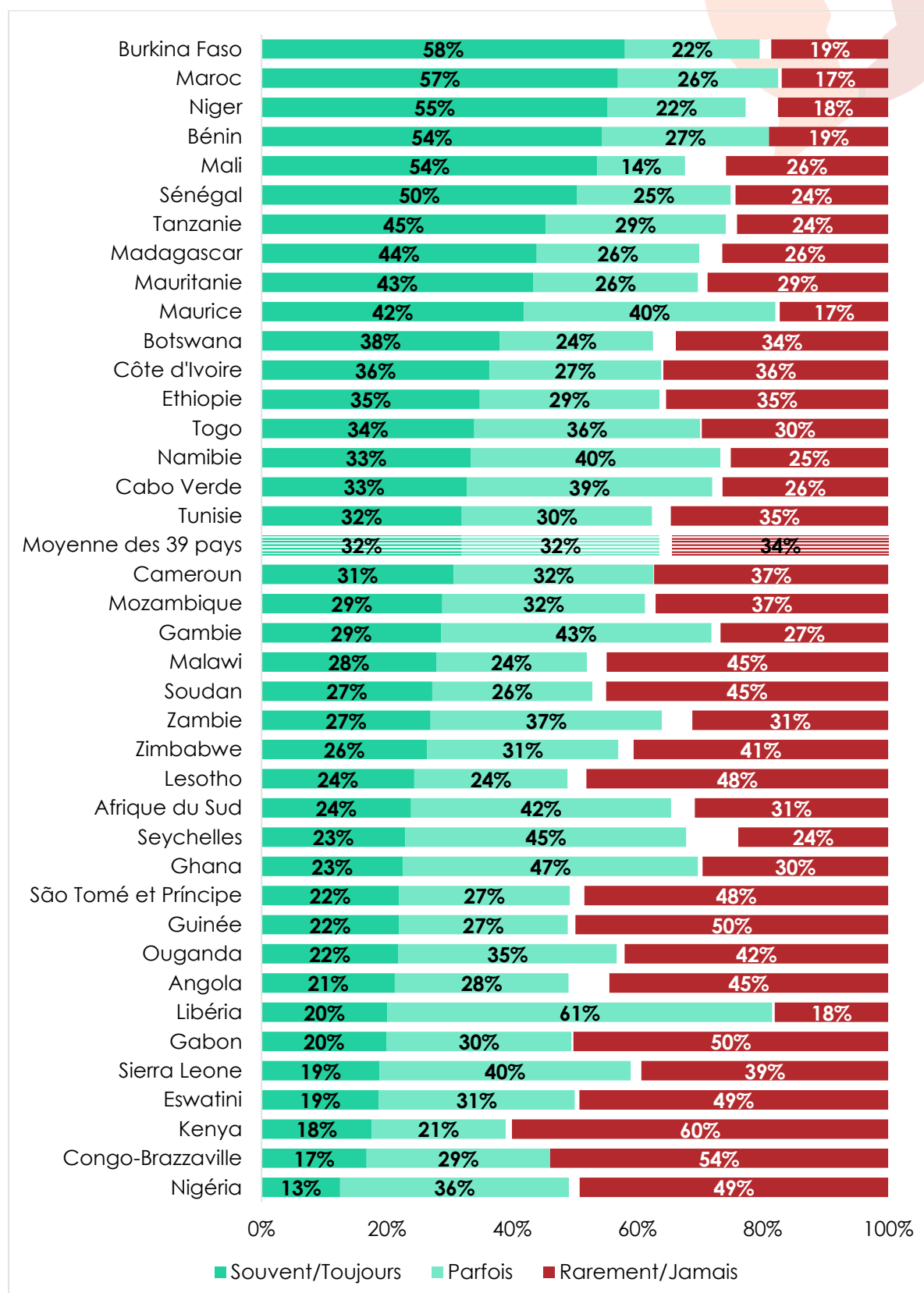
Figure 4 : Facilité d'obtenir l'assistance de la police | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)*

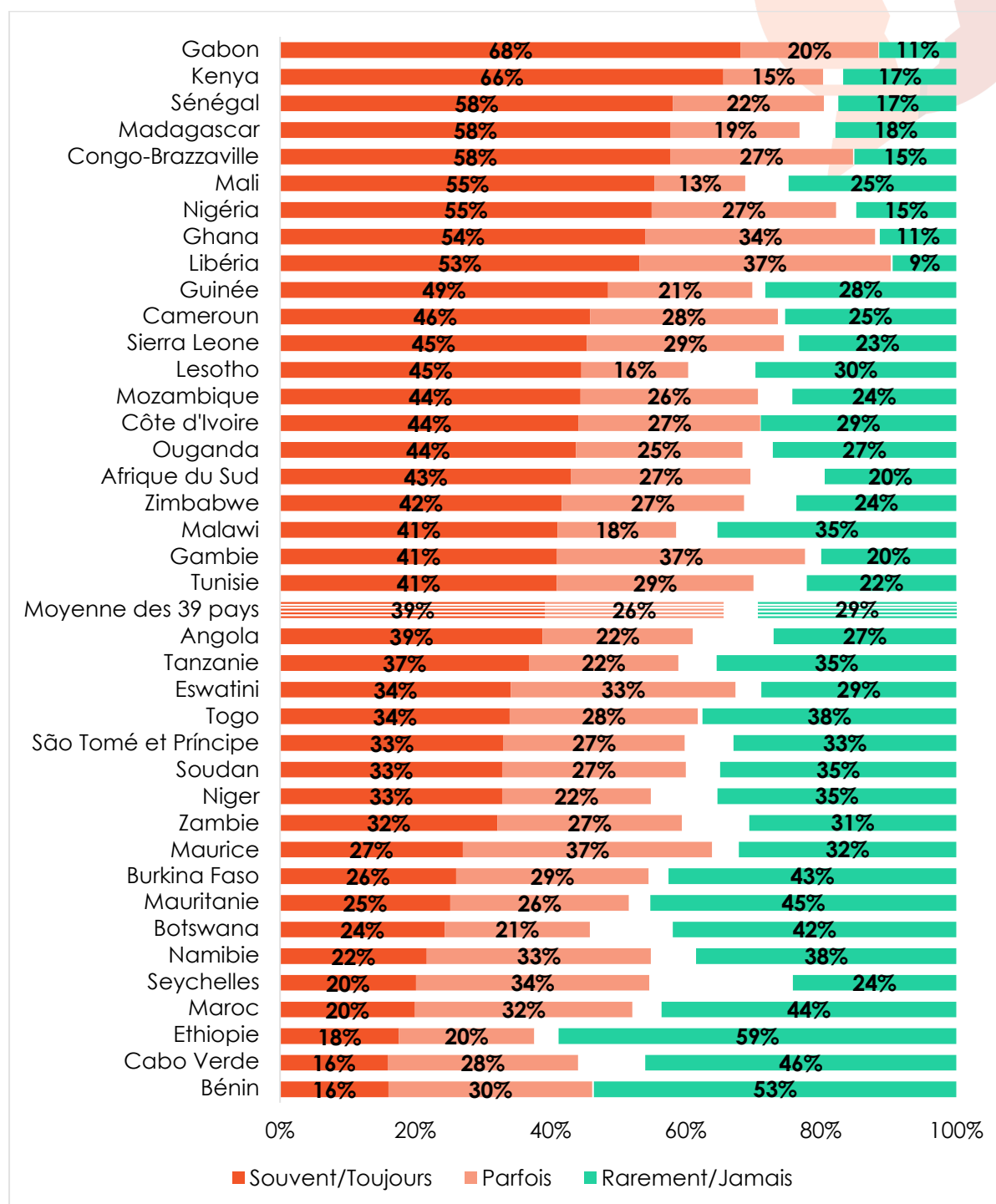
* N<100 ; des marges d'erreur plus importantes suggèrent une certaine prudence dans l'interprétation des résultats.

Figure 5 : La police agit-elle de façon professionnelle et respecte-t-elle les droits de tous les citoyens ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police dans votre pays agit de façon professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens ?

Figure 6 : A quelle fréquence la police arrête-t-elle les conducteurs sans raison valable ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police dans votre pays arrête les conducteurs sans une raison valable ?

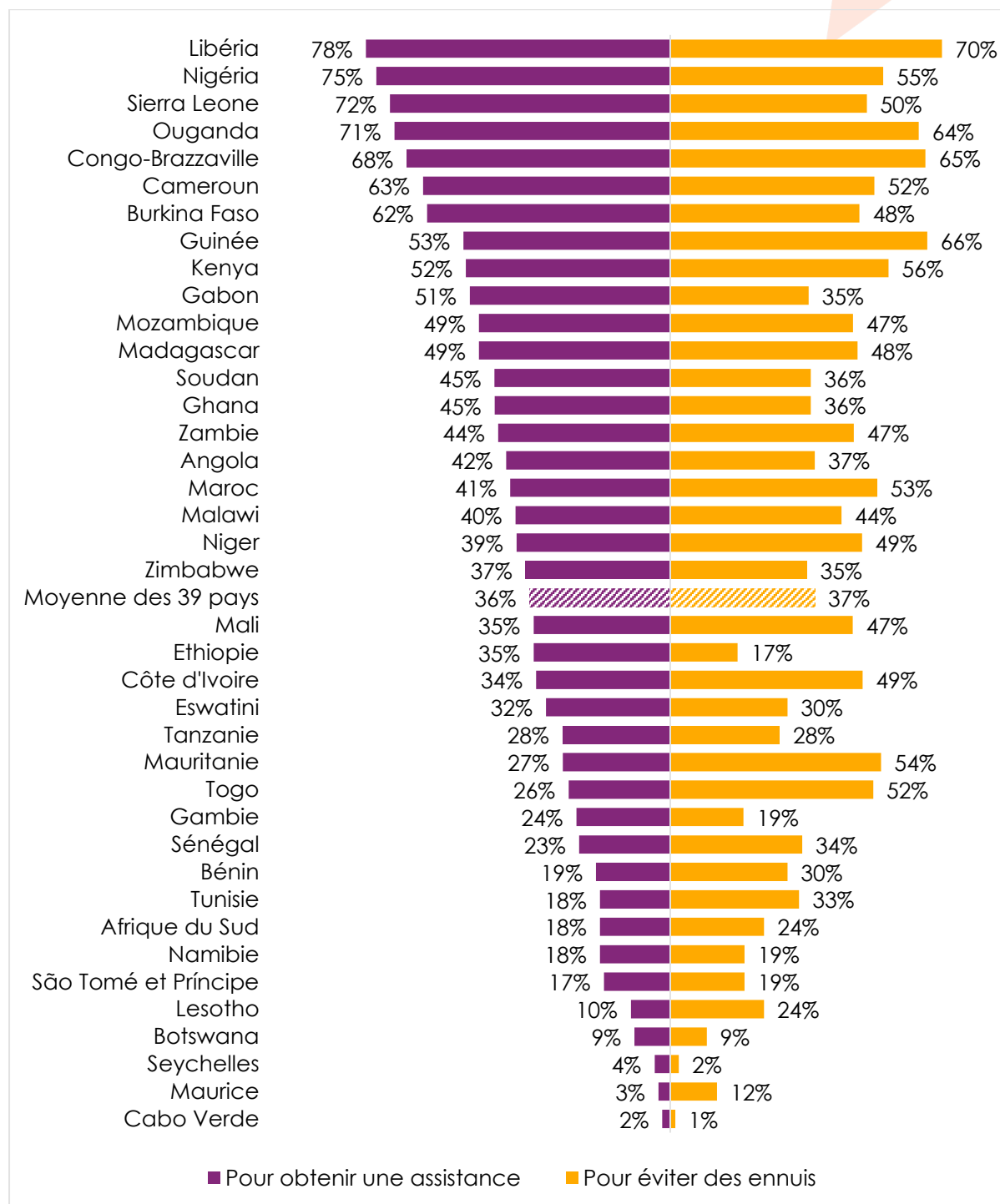
Corruption dans la police

Une interpellation sans raison valable peut parfois être le prélude à un appel aux pots-de-vin. De même, la sollicitation de l'assistance de la police peut entraîner le versement de dessous-de-table. A quelle fréquence les Africains sont-ils confrontés à de telles demandes ?

Parmi les 13% de répondants qui déclarent avoir sollicité l'assistance de la police au cours de l'année précédente, 36% affirment que celle-ci leur a demandé de verser des pots-de-vin,

d'offrir un cadeau ou de faire une faveur pour obtenir l'assistance dont ils avaient besoin (Figure 7). Ces types d'interactions dans le cadre de la sollicitation d'une assistance sont les plus fréquents au Libéria (78%), au Nigéria (75%), en Sierra Leone (72%) et en Ouganda (71%), et les moins fréquents aux Seychelles (4%), à Maurice (3%) et au Cabo Verde (2%).

Figure 7 : Paiement de pot-de-vin pour recevoir l'aide/éviter des problèmes avec la police | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à la police au cours des 12 derniers mois : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police : Pour obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? Pour éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (% à qui on a demandé de payer un pot-de-vin) (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à la police sont exclus.)

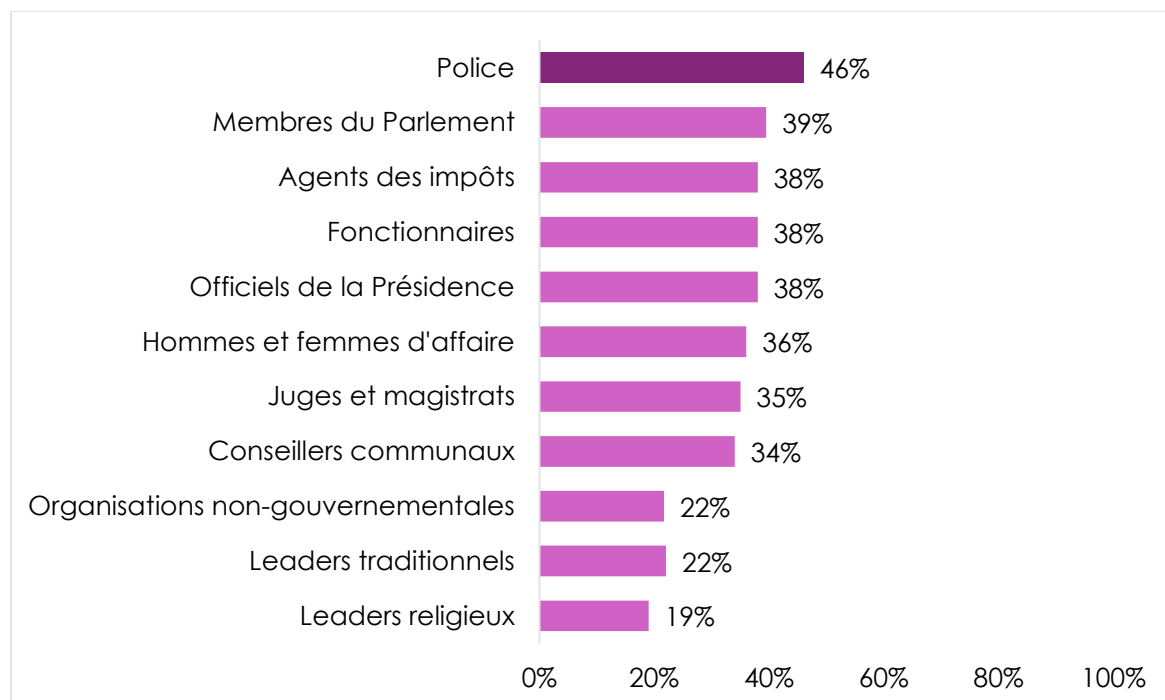
De même, parmi les citoyens qui ont eu affaire à la police dans d'autres situations, 37% déclarent avoir dû verser des pots-de-vin, offrir un cadeau ou faire une faveur pour éviter un problème. Au niveau national, même si les citoyens sont plus susceptibles d'avoir affaire à la police dans des circonstances autres que la sollicitation active d'une assistance (voir Figure 3 ci-dessus), la fréquence à laquelle on leur demande de se livrer à la corruption est souvent très similaire, quelle que soit la raison de leur contact avec la police.² Par exemple, au Libéria, 70% des répondants disent avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter un problème avec la police. Par contre, aux Seychelles (2%) et au Cabo Verde (1%), très peu de personnes ont été invitées à verser des pots-de-vin lorsqu'elles ont eu affaire à la police.

Compte tenu de la proportion des Africains qui ont personnellement dû soudoyer la police, il n'est peut-être pas surprenant qu'en moyenne, à travers les 39 pays sondés, la police soit plus largement considérée comme corrompue que les autres institutions publiques ou dirigeants sur lesquels porte l'enquête (Figure 8). Presque la moitié (46%) des répondants pensent que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police sont corrompus, contre presque quatre sur 10 qui considèrent la corruption généralisée parmi les membres du Parlement, les agents des impôts, les fonctionnaires, les officiels de la Présidence, les dirigeants d'entreprise, et les juges et magistrats.

En revanche, environ un citoyen sur cinq considère « la plupart » ou « tous » les chefs traditionnels (22%) et les chefs religieux (19%) comme corrompus.

Le classement des policiers comme « les plus corrompus » n'est pas une nouveauté ; les précédents rounds d'enquêtes Afrobarometer ont révélé des tendances similaires (Logan et al., 2022 ; Wambua, 2015a).

Figure 8 : Qui est corrompu ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

*La question sur les parlementaires n'a pas été posée au Burkina Faso, en Guinée, au Soudan et en Tunisie.

² La corrélation au niveau national des deux variables (demande de pot-de-vin, de cadeau ou de faveur dans le cadre d'une sollicitation d'assistance et en cas de rencontre avec la police) à l'aide du coefficient de corrélation de Pearson est de $r=0,831$; $p<0,001$.

La ventilation des données par pays révèle toutefois que la police n'est pas perçue comme l'acteur le plus corrompu dans tous les pays (Figure 9). Bien que ce soit vrai dans 19 des 39 pays – et par des marges importantes en Ouganda et en Zambie – l'un au moins des autres institutions ou groupes de dirigeants est plus largement considéré corrompu que la police dans les 20 pays restants.

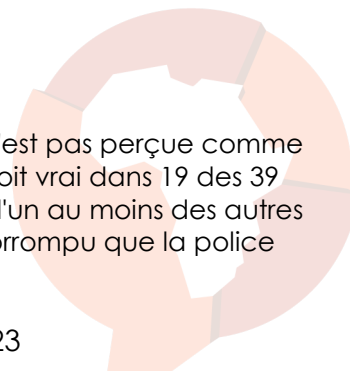
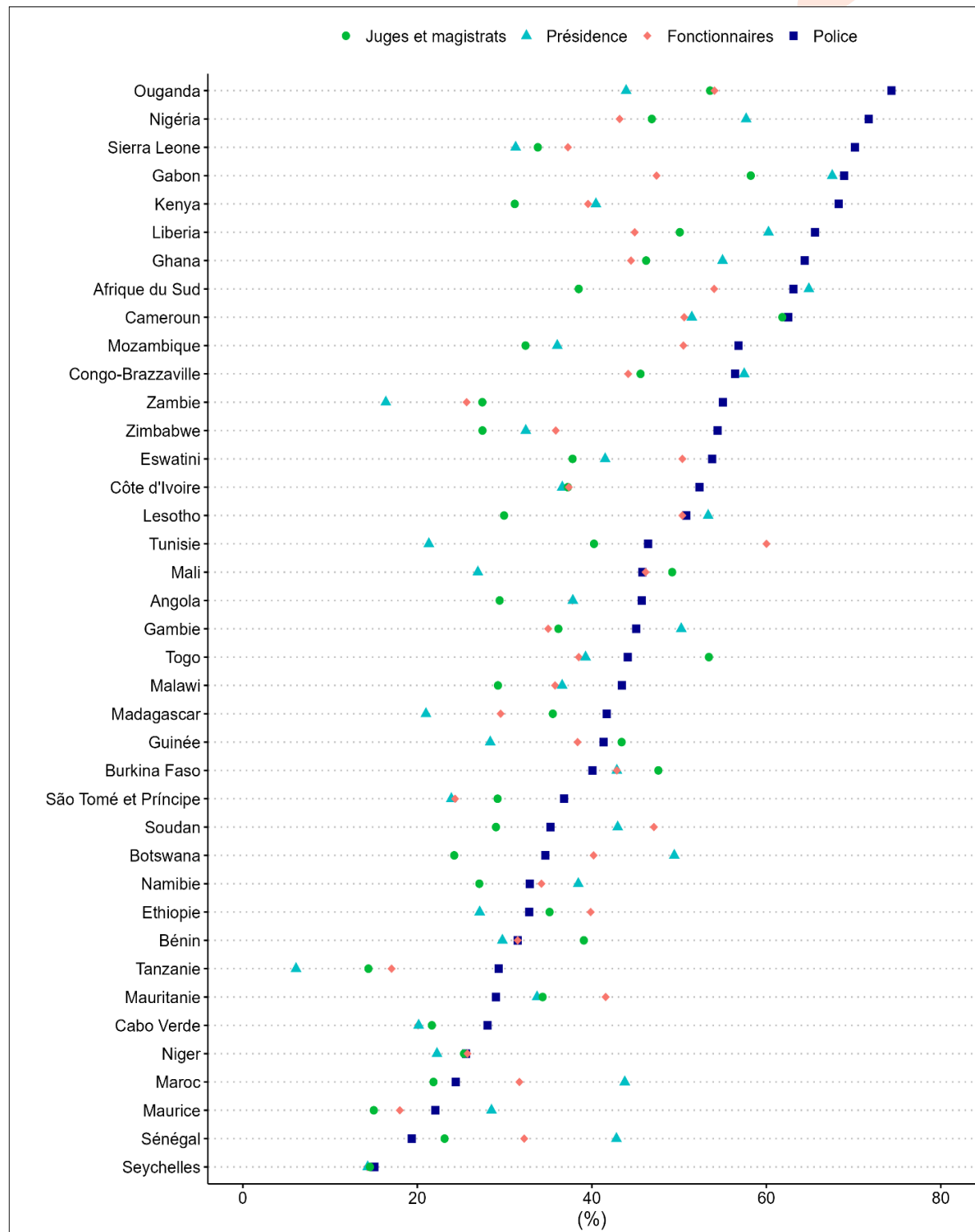


Figure 9 : La plupart/tous sont corrompus | 39 pays | 2021/2023

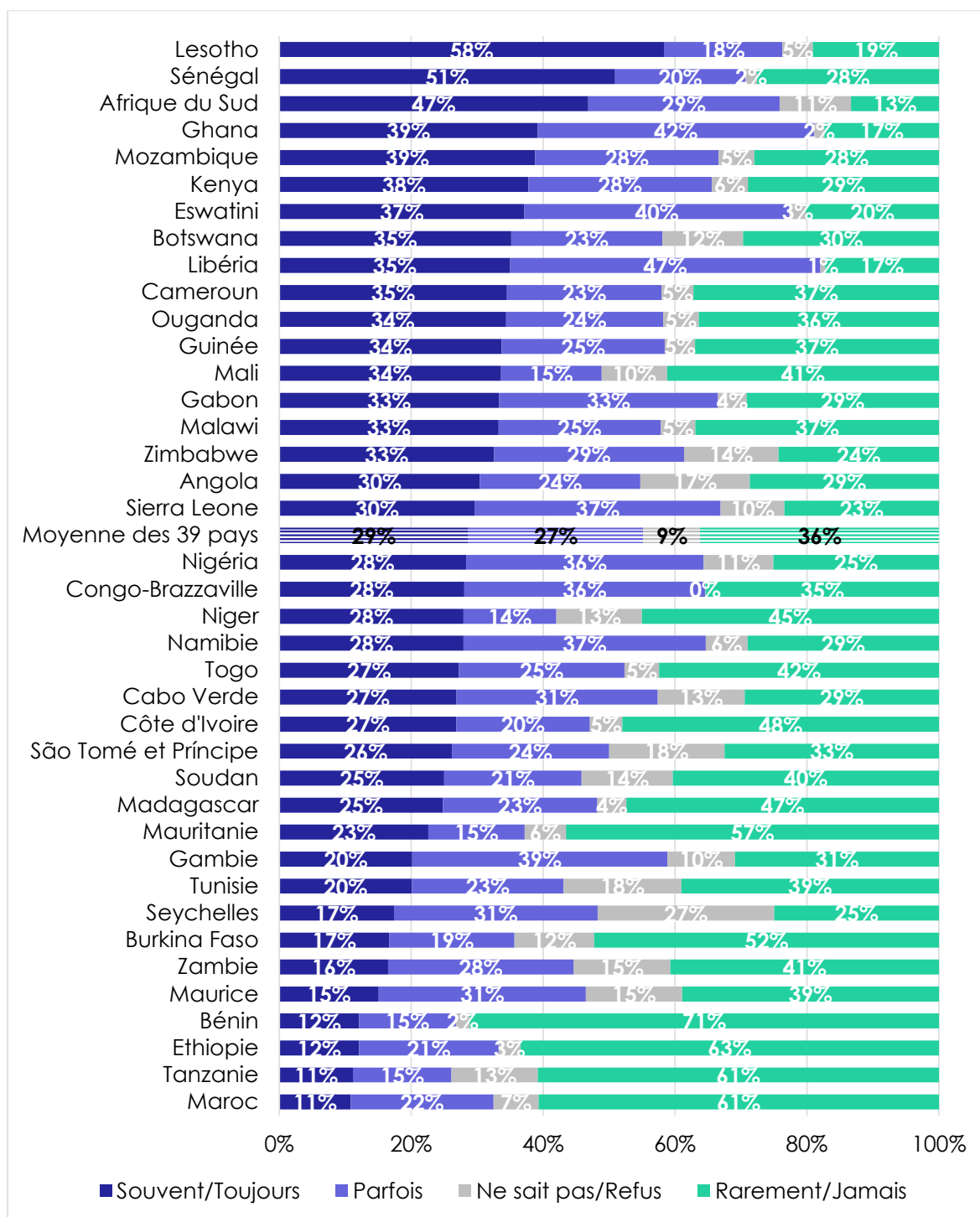


Activités illicites de la police

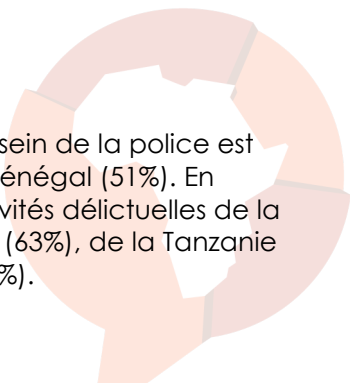
Non contents de vouloir être payés davantage pour faire leur travail, certains policiers agissent en fait à l’opposé de leur mission : Trois Africains sur 10 (29%) affirment que la police de leur pays se livre « souvent » ou « toujours » à des activités délictueuses. Par ailleurs, 27% des répondants déclarent que cela arrive « parfois », tandis que 36% seulement affirment que la police ne commet que « rarement » ou « jamais » des crimes (Figure 10).

Figure 10 : A quelle fréquence la police se livre-t-elle à des activités criminelles ?

| 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police dans votre pays s'engage dans des activités criminelles ?



La perception d'une délinquance généralisée (souvent/toujours) au sein de la police est partagée par plus de la moitié des citoyens au Lesotho (58%) et au Sénégal (51%). En revanche, la majorité des citoyens de six pays déclarent que les activités délictueuses de la police sont rares ou inexistantes : Il s'agit du Bénin (71%), de l'Ethiopie (63%), de la Tanzanie (61%), du Maroc (61%), de la Mauritanie (57%) et du Burkina Faso (52%).

Violences policières

L'une des critiques les plus sévères formulées à l'encontre de certains policiers porte sur l'usage excessif de la force dans leurs interactions avec les citoyens qu'ils sont censés servir et protéger, que ce soit contre des manifestants, des dissidents politiques ou des présumés criminels (Human Rights Watch, 2018 ; Kakumba & Krönke, 2023 ; Olukoya & Oyekanmi, 2020).

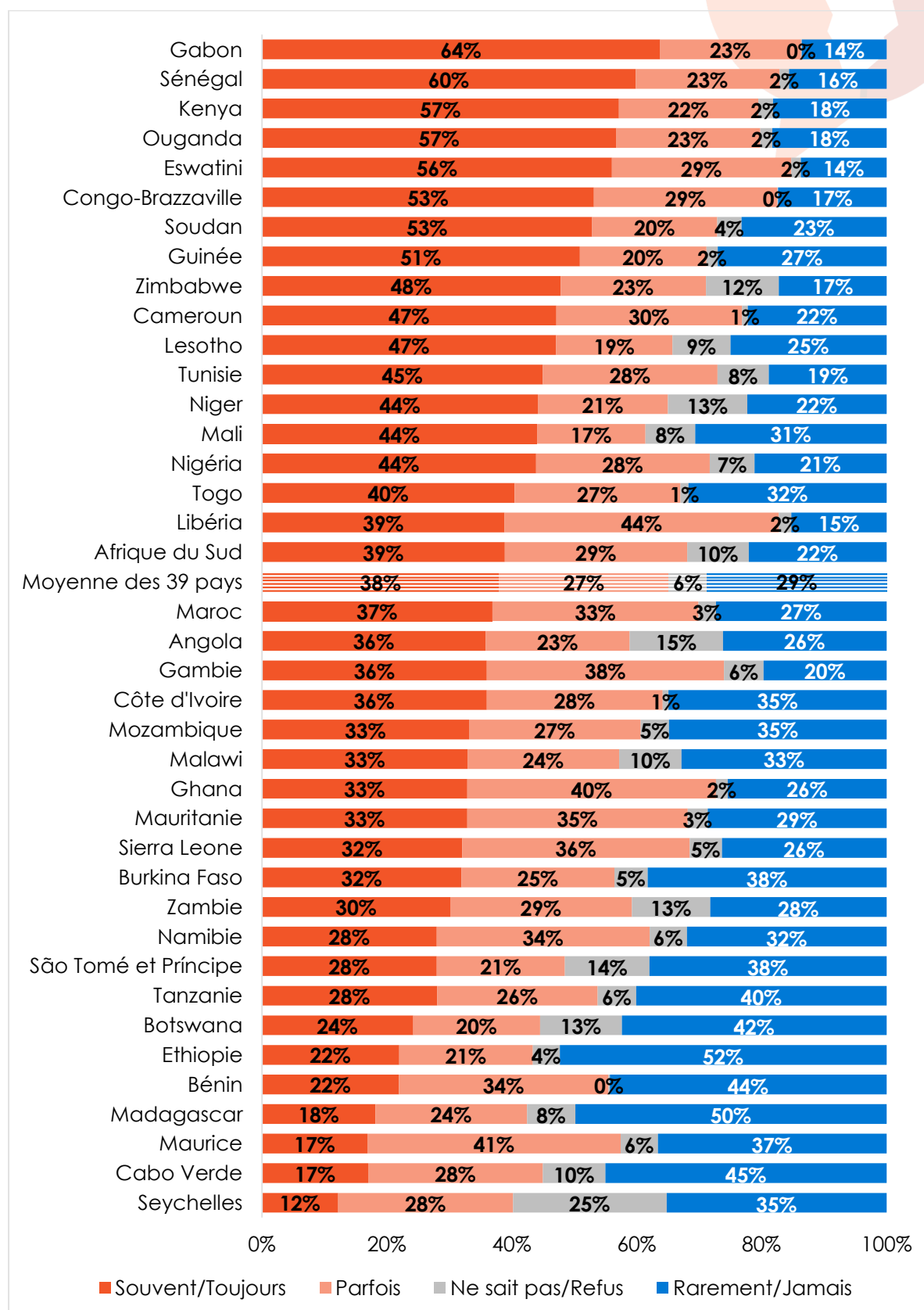
Comme le montre la Figure 11, presque quatre répondants sur 10 (38%) affirment que la police fait « souvent » ou « toujours » un usage excessif de force dans la gestion des manifestations ou des mouvements de protestation, tandis que 27% affirment qu'elle le fait « parfois ». Seulement 29% déclarent que la police n'est « que rarement » ou « jamais » coupable de violences à l'égard de manifestants.

La perception d'une généralisation des violences policières à l'encontre des manifestants est la plus répandue au Gabon (64%), au Sénégal (60%), au Kenya (57%) et en Ouganda (57%), et la moins répandue à Maurice (17%), au Cabo Verde (17%) et aux Seychelles (12%).

Une perspective similaire se dessine pour ce qui est de la manière dont la police traite les personnes suspectées d'actes criminels : En moyenne, 42% des Africains disent que la police a « souvent » ou « toujours » recours à une force excessive, et 28% déclarent qu'elle le fait « parfois ». Seul un sur quatre répondants (25%) pensent que la police traite « rarement » ou « jamais » brutalement les personnes suspectées d'actes criminels (Figure 12).

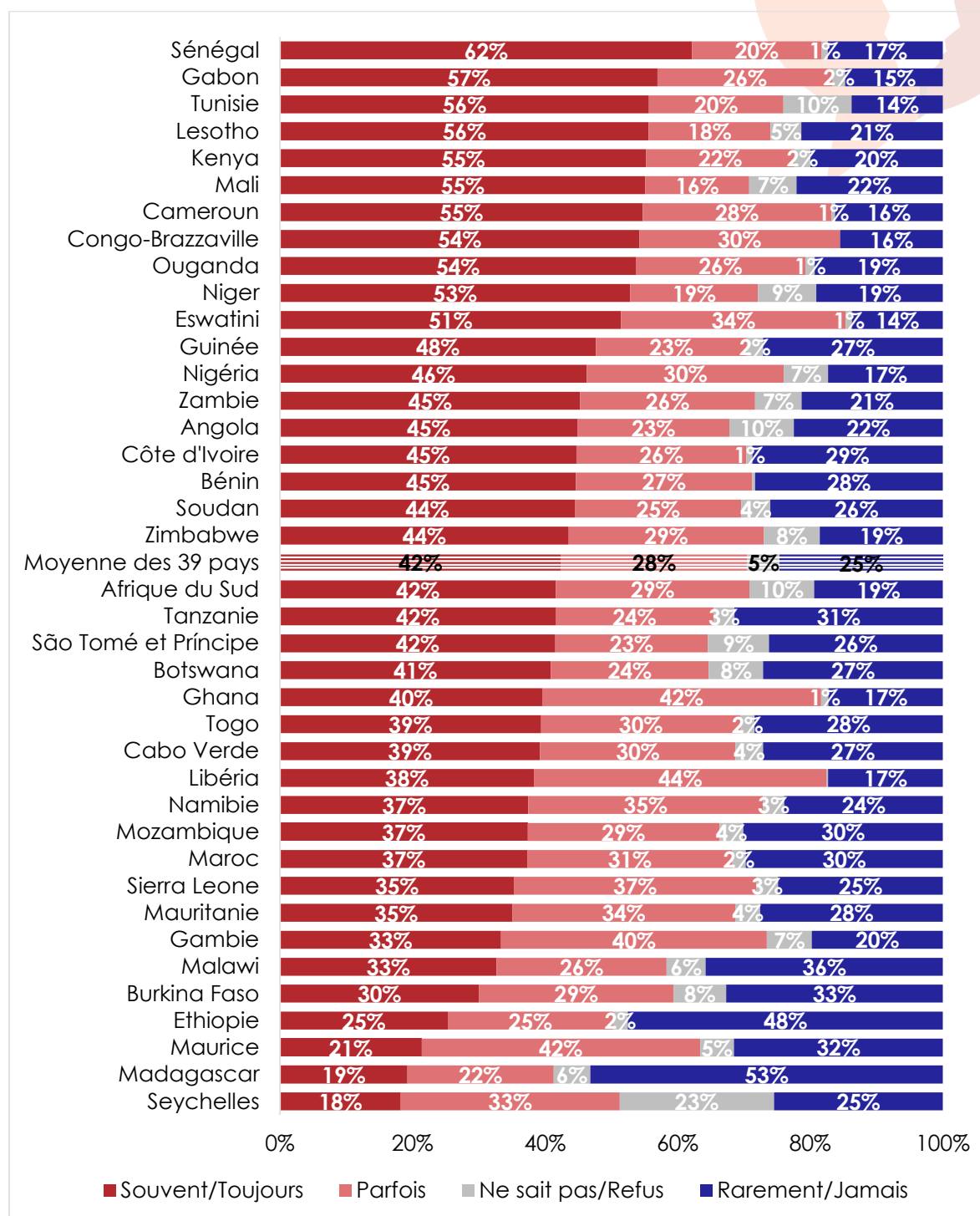
C'est au Sénégal (62%), au Gabon (57%), en Tunisie (56%) et au Lesotho (56%) que la perception de violences policières fréquentes à l'égard de criminels présumés est la plus répandue, tandis qu'environ un sur cinq citoyens sont de cet avis à Maurice (21%), à Madagascar (19%) et aux Seychelles (18%).

Figure 11 : La police fait-elle un usage excessif de la force lors des manifestations ?
| 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police dans votre pays utilise une force agressive pour gérer les manifestations ?

Figure 12 : La police fait-elle un usage excessif de la force envers les suspects ?
| 39 pays | 2021/2023



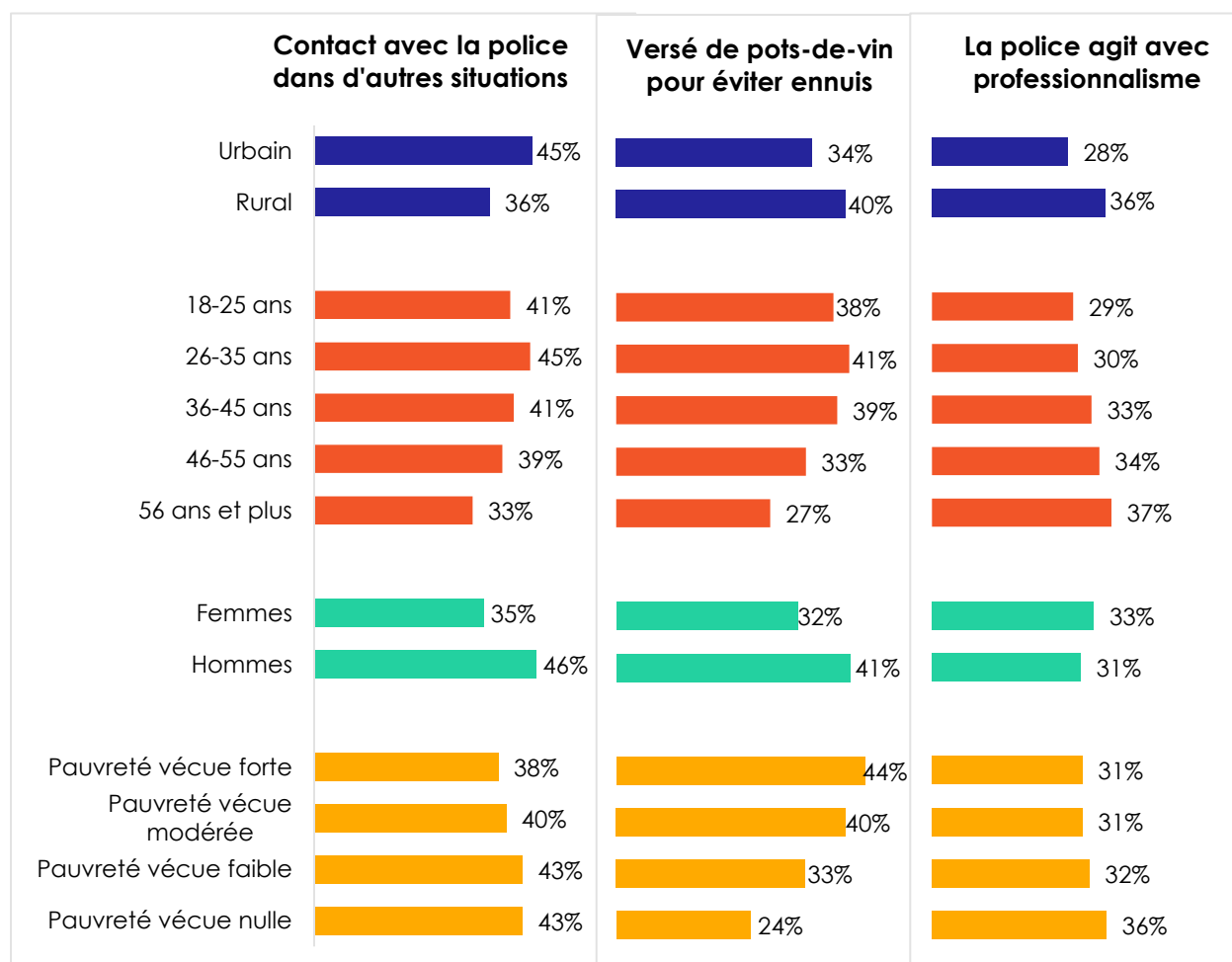
Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police dans votre pays utilise une force excessive pour gérer les criminels ?

Divergence des expériences et perceptions vis-à-vis de la police

Les comparaisons établies jusqu'à présent mettent en avant les différences d'un pays à l'autre en ce qui concerne les expériences et les perceptions relatives aux forces de police. Avant de procéder à une comparaison plus systématique des facettes de la performance de la police, nous nous pencherons brièvement sur la façon dont les différents groupes de citoyens interagissent avec la police et évaluent son niveau de professionnalisme.

Comme nous l'avons vu à la Figure 3, les contacts initiés par la police sont beaucoup plus fréquents que les sollicitations par les citoyens de l'assistance policière. Le premier volet de la Figure 13 montre en outre que les résidents urbains (45%), les jeunes (41%-45%), les hommes (46%) et les citoyens économiquement défavorisés (43%) sont plus susceptibles d'avoir affaire à la police aux points de contrôle, à l'occasion d'un contrôle d'identité ou d'un contrôle routier, ou au cours d'une enquête que les résidents ruraux, les personnes plus âgées, les femmes et les citoyens plus aisés.³

Figure 13 : Expériences et perceptions de la police | par groupe démographique
| 39 pays | 2021/202



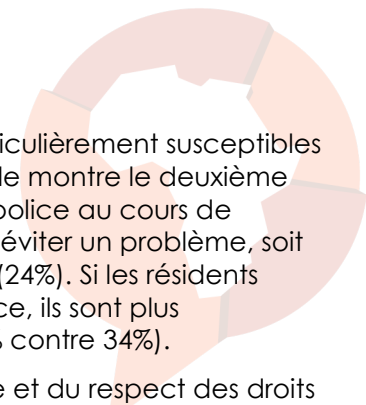
Questions posées aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »)

[Pour ceux qui ont eu affaire à la police au cours des 12 derniers mois :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ») (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à la police ont été exclus.)

A votre avis, à quelle fréquence la police dans votre pays agit de façon professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

³ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.



Les jeunes, les hommes et les citoyens pauvres sont également particulièrement susceptibles de devoir soudoyer la police dans de telles circonstances, comme le montre le deuxième volet. De fait, 44% des répondants non nantis ayant eu affaire à la police au cours de l'année précédente déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter un problème, soit près de deux fois plus que dans le groupe des personnes fortunées (24%). Si les résidents ruraux sont moins susceptibles que les citadins de rencontrer la police, ils sont plus susceptibles de devoir verser des pots-de-vin à cette occasion (40% contre 34%).

En ce qui concerne la perception du professionnalisme de la police et du respect des droits des citoyens (troisième volet), les personnes âgées (37% des personnes âgées de 56 ans et plus) et les habitants des zones rurales (36%) sont plus susceptibles de dire que la police répond « souvent » ou « toujours » à cette norme que les jeunes (29%) et les citadins (28%).

Aspects de la performance policière

Nos comparaisons entre pays nous conduisent à une autre question : Les performances policières dans une certaine zone (par exemple, la présence au sein de la communauté) sont-elles associées aux expériences et aux perceptions qu'ont les citoyens de la police dans une autre zone (par exemple, les brutalités policières) ? Sur la base de précédentes comparaisons entre pays de la présence et de la probité de la police en Afrique (Logan et al., 2022), nous avons créé un tableau multidimensionnel de la façon dont la police interagit avec les citoyens dans chaque pays. Bien qu'il soit théoriquement possible de créer un score unique de performance policière par pays, cela limiterait considérablement notre capacité à identifier les aspects de la performance policière qui sont en corrélation avec des indicateurs importants tels que le sentiment de sécurité personnelle des citoyens et leur confiance vis-à-vis de la police. Nous avons par conséquent créé quatre indices qui combinent les expériences personnelles des répondants et les perceptions plus générales de la police en calculant la moyenne des questions d'enquête suivantes pour chaque aspect :⁴

1) Professionnalisme

- a. *Pourcentage des citoyens qui déclarent que la police agit souvent/toujours de manière professionnelle et qu'elle respecte les droits de tous les citoyens*
- b. *Pourcentage des citoyens qui ont sollicité l'assistance de la police et qui disent qu'il leur a été facile/très facile d'obtenir l'assistance dont ils avaient besoin*

2) Corruption

- a. *Pourcentage des personnes qui ont sollicité l'assistance de la police et qui affirment ne pas avoir eu à verser des pots-de-vin, à faire des cadeaux ou à rendre service pour obtenir l'assistance dont elles avaient besoin*
- b. *Pourcentage des personnes qui ont eu affaire à la police dans d'autres circonstances et qui affirment ne pas avoir eu à verser des pots-de-vin, à faire des cadeaux ou à rendre service pour éviter des problèmes*

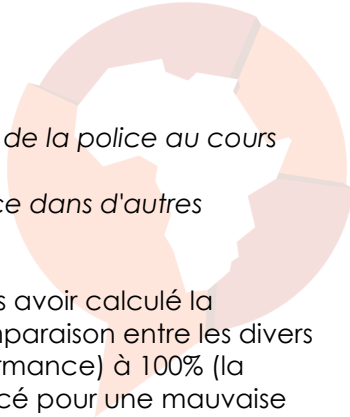
3) Violences

- a. *Pourcentage des citoyens qui déclarent que la police ne fait rarement/jamais un usage excessif de la force dans la gestion des mouvements de protestation ou des manifestations*
- b. *Pourcentage des citoyens qui déclarent que la police ne fait que rarement/jamais un usage excessif de la force dans le traitement des suspects*

4) Présence et contact

- a. *Pourcentage des ZD dans lesquelles les travailleurs de terrain ont trouvé un poste de police à proximité ou ont observé des agents ou des véhicules de police*

⁴ Voir le Tableau A.2 de l'annexe pour une ventilation détaillée de chaque variable dans chaque indice. La sélection des variables est basée sur une combinaison de concordance conceptuelle avec des études antérieures (par exemple Logan et al., 2022) et les résultats d'une analyse factorielle exploratoire (résultats non illustrés).

- 
- b. *Pourcentage des citoyens qui ont sollicité l'assistance de la police au cours des 12 derniers mois*
 - c. *Pourcentage des citoyens qui ont eu affaire à la police dans d'autres circonstances au cours des 12 mois précédents*

Le Tableau 1 présente les scores nationaux de chaque aspect, après avoir calculé la moyenne des valeurs des variables individuelles. Pour faciliter la comparaison entre les divers aspects, nous avons échelonné chaque aspect de 0% (la pire performance) à 100% (la meilleure performance) et codé les scores en couleur (du rouge foncé pour une mauvaise performance au vert foncé pour une bonne performance).

Le Burkina Faso (68%), le Maroc (64%) et le Bénin (61%) affichent les meilleurs scores sur le plan du professionnalisme tout en affichant des scores modérés (Burkina Faso et Maroc) à élevés (Bénin) sur le plan de la corruption (c'est-à-dire des niveaux de corruption modérés à faibles).

En revanche, le Soudan (30%), la Sierra Leone (30%), le Gabon (29%) et le Congo-Brazzaville (28%) affichent les pires scores sur le plan du professionnalisme, tout en affichant des scores modérés à faibles sur la corruption et les violences policières. Les moyennes des 39 pays soulignent à nouveau notre observation selon laquelle les performances policières sont encore inadéquates dans la plupart des pays.

Il convient peut-être de considérer la présence de la police et ses contacts avec les populations, tels qu'ils sont mesurés ici, comme une catégorie neutre. Une plus grande densité de postes de police et davantage de contacts entre les officiers de police et les citoyens pourraient être une bonne chose, car cela pourrait signifier un meilleur accès à l'assistance policière et une meilleure collaboration. Mais d'autres interprétations sont également plausibles. Par exemple, une forte présence policière pourrait indiquer des zones où les niveaux de criminalité sont élevés. Les effets de la fréquence des contacts, en particulier des contacts non sollicités, ne sont pas très clairs. Cela pourrait signifier que la police interagit avec les citoyens dans le cadre de la surveillance policière de proximité, mais cela pourrait aussi indiquer une prédation policière, comme le montrent les taux relativement élevés de versement de pots-de-vin. En l'absence d'une analyse plus détaillée qui dépasserait le cadre de ce document, nous refusons d'interpréter au sens propre la présence et les contacts de la police comme étant bons ou mauvais, un point de vue que confirment d'ailleurs dans une certaine mesure les analyses ci-dessous.

Dans quelle mesure ces quatre aspects de la performance de la police sont-ils étroitement liés les uns aux autres ? Le Tableau 2 montre les coefficients de corrélation des quatre aspects au niveau national. Nous constatons que le professionnalisme de la police est significativement et négativement corrélé à la violence policière. En d'autres termes, des niveaux plus élevés de professionnalisme perçus sont associés à des perceptions moindres de violence policière à l'égard des manifestants et des criminels.

Les corrélations entre le professionnalisme de la police et la corruption en son sein, ainsi qu'entre la corruption et la violence policière, sont également plausibles. Les coefficients de corrélation vont dans le sens attendu (c'est-à-dire que de meilleurs scores de corruption sont associés à des niveaux plus élevés de professionnalisme et à de meilleurs scores sur l'indice de la violence policière), mais les corrélations manquent de peu la signification statistique ($p=0,065$ pour la corruption et le professionnalisme et $p=0,055$ pour la corruption et la violence).

Il est intéressant de noter que l'indice de présence de la police et de contact avec elle ne présente pas de corrélation significative avec les autres indices, ce qui confirme ce que nous avons suggéré précédemment, à savoir que la présence de la police et le contact avec elle sont probablement attribuables à des dynamiques divergentes.

Tableau 1 : Dimensions de la performance de la police | 39 pays | 2021/2023

Pays	Professionalisme	Corruption	Brutalité	Présence et contact
Burkina Faso	68%	45%	36%	30%
Maroc	64%	53%	29%	38%
Bénin	61%	76%	36%	22%
Maurice	59%	93%	34%	47%
Niger	58%	56%	21%	24%
Sénégal	56%	71%	16%	23%
Mauritanie	54%	59%	28%	39%
Mali	53%	59%	26%	20%
Tanzanie	53%	72%	36%	21%
Botswana	49%	91%	35%	37%
Côte d'Ivoire	49%	58%	32%	28%
Namibie	48%	82%	28%	43%
Lesotho	47%	83%	23%	40%
Togo	46%	61%	30%	24%
Mozambique	44%	52%	32%	29%
Gambie	44%	79%	20%	38%
Ethiopie	42%	74%	50%	35%
Cabo Verde	41%	98%	37%	40%
Tunisie	41%	75%	16%	38%
Guinée	41%	41%	27%	28%
Madagascar	40%	52%	52%	18%
Cameroun	39%	42%	19%	50%
São Tomé et Príncipe	39%	82%	32%	29%
Afrique du Sud	38%	79%	21%	39%
Seychelles	37%	97%	30%	40%
Angola	37%	61%	24%	35%
Zambie	36%	54%	25%	19%
Ghana	36%	60%	21%	32%
Ouganda	34%	33%	19%	37%
Zimbabwe	34%	64%	18%	27%
Eswatini	33%	69%	14%	37%
Malawi	33%	58%	34%	26%
Libéria	32%	26%	16%	41%
Nigéria	32%	35%	19%	38%
Kenya	31%	46%	19%	38%
Soudan	30%	60%	25%	30%
Sierra Leone	30%	39%	26%	40%
Gabon	29%	57%	14%	37%
Congo-Brazzaville	28%	34%	16%	30%
<i>Moyenne des 39 pays</i>	<i>43%</i>	<i>62%</i>	<i>27%</i>	<i>33%</i>
Clé	81%-100%	61%-80%	41%-60%	31%-40%
	21%-30%	0%-20%		

Professionalisme (scores plus élevés = conduite plus professionnelle) ; Corruption (scores plus élevés = moins de corruption) ; Brutalité (scores plus élevés = moins de brutalité) ; Présence et contact (scores plus élevés = présence et contact plus élevés)

Tableau 2 : Dimensions de la performance de la police | corrélation au niveau national | 39 pays | 2021/2023

	Professionalisme	Corruption	Brutalité	Présence et contact
Professionalisme	1			
Corruption	.298	1		
Brutalité	.382*	.309	1	
Présence et contact	-.178	.132	-.277	1

Note : Professionalisme (scores plus élevés = conduite plus professionnelle) ; Corruption (scores plus élevés = moins de corruption) ; Brutalité (scores plus élevés = moins de brutalité) ; Présence et contact (scores plus élevés = présence et contact plus élevés). Coefficients de corrélation de Pearson bivariés (bilatéraux). *La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral).

Données relatives au comportement de la police

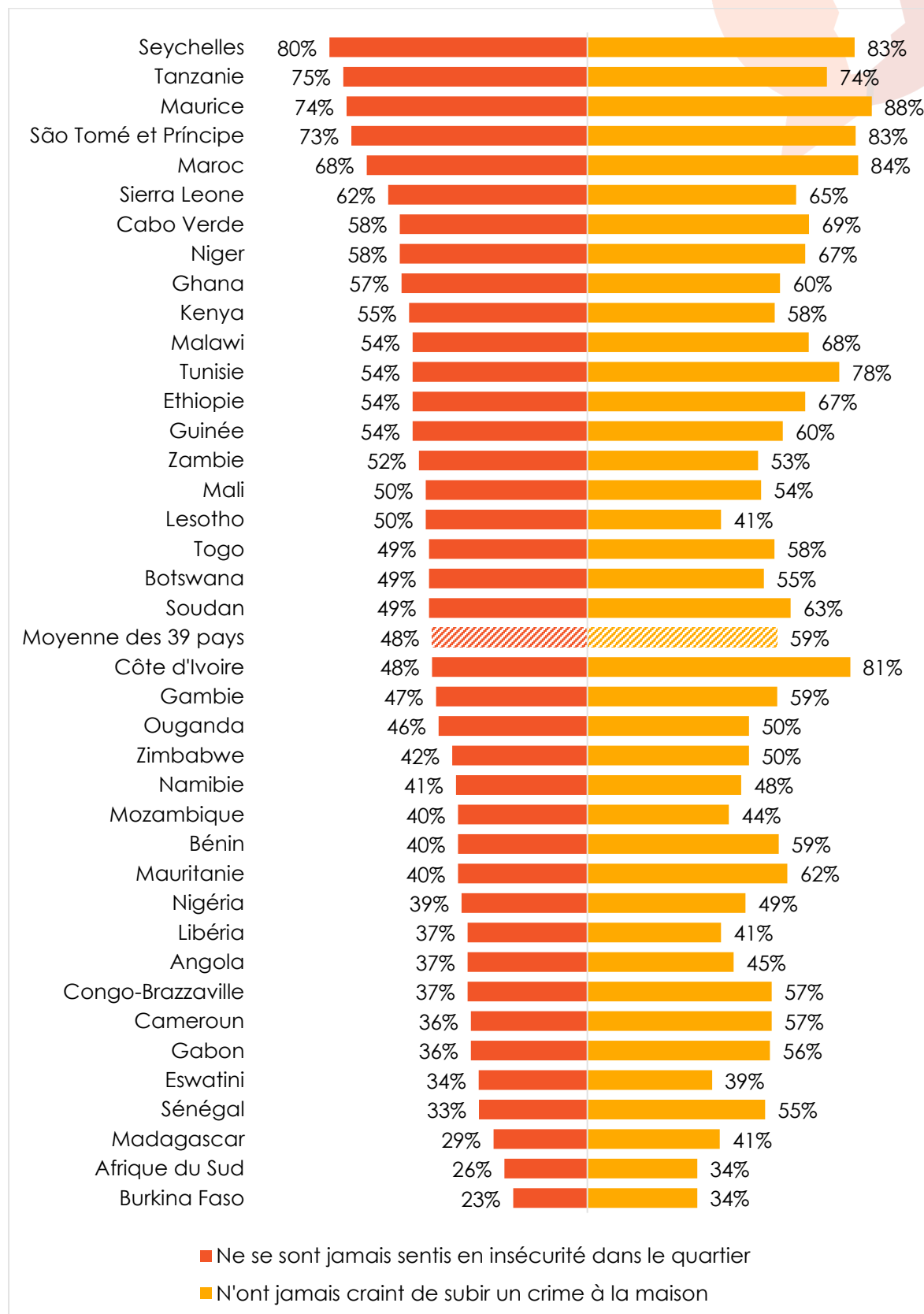
Mais quelles sont les implications éventuelles de la conduite de la police ? Dans cette section, nous verrons si la conduite de la police a un lien avec les perceptions de la sécurité personnelle, la confiance en la police et l'évaluation de la performance gouvernementale en matière de lutte contre la criminalité.

Perceptions de la sécurité

Le sentiment d'être en sécurité dans son environnement varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 14). En moyenne, moins de la moitié (48%) des répondants déclarent ne jamais s'être sentis en danger en marchant dans leur quartier au cours de l'année écoulée. Les répondants se sentant tout à fait en sécurité sont environ trois fois plus nombreux aux Seychelles (80%) et en Tanzanie (75%) qu'au Burkina Faso (23%) et en Afrique du Sud (26%). Sur l'ensemble de l'échantillon, 59% des répondants déclarent n'avoir jamais craint d'être victimes d'un acte criminel à leur domicile au cours des 12 derniers mois, cette proportion variant de 34% au Burkina Faso et en Afrique du Sud à 88% à Maurice.

Ces perceptions de la sécurité personnelle sont-elles liées à un des quatre aspects de la performance de la police ? Bien qu'il semble évident que les citoyens se sentent plus en sécurité dans leur quartier et chez eux dans les pays où le niveau de professionnalisme de la police est plus élevé, nous n'en trouvons aucune preuve au niveau national (Tableau 3). Cependant, des perceptions plus faibles de la corruption dans les services de police sont significativement associées à un sentiment plus fréquent d'être en sécurité dans le quartier ($r=0.372$, $p=0.020$) et à la maison ($r=0.331$, $p=0.040$). Les liens étroits entre les indices de performance de la police et les perceptions de sécurité des citoyens suggèrent que ces relations ne sont pas claires, ce qui requiert de procéder à des analyses plus approfondies de ces variables (par exemple, comment de multiples aspects de la performance de la police sont-ils nécessaires pour améliorer les perceptions de la sécurité).

Figure 14 : Ne se sont jamais sentis en insécurité dans le quartier et n'ont jamais craint d'être victime d'un crime chez soi | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « jamais »)

Tableau 3 : Dimensions de la performance de la police et perceptions de sécurité
| corrélation au niveau national | 39 pays | 2021/2023

	Sécurité dans le quartier	Sécurité à la maison
Professionalisme	.096	.191
Corruption	.372*	.331*
Brutalité	.229	.224
Présence et contact	.053	.061

Note : Professionalisme (scores plus élevés = conduite plus professionnelle) ; Corruption (scores plus élevés = moins de corruption) ; Brutalité (scores plus élevés = moins de brutalité) ; Présence et contact (scores plus élevés = présence et contact plus élevés). Coefficients de corrélation de Pearson bivariés (bilatéraux). *La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral).

Performance gouvernementale sur la réduction de la criminalité

Outre les expériences personnelles, nous pouvons également analyser la perception qu'ont les citoyens des efforts déployés par leur gouvernement en vue de réduire la criminalité dans le pays. Sur l'ensemble de l'échantillon, moins de quatre répondants sur 10 (37%) déclarent que leur gouvernement gère « assez bien » ou « très bien » le problème de la criminalité (Figure 15). Trois quarts environ des Béninois (77%) et des Tanzaniens (74%) décernent un satisfecit à leur gouvernement sur la question de la criminalité, mais un citoyen sur 10 seulement en Afrique du Sud (11%), au Gabon (11%) et au Soudan (10%) sont de cet avis.

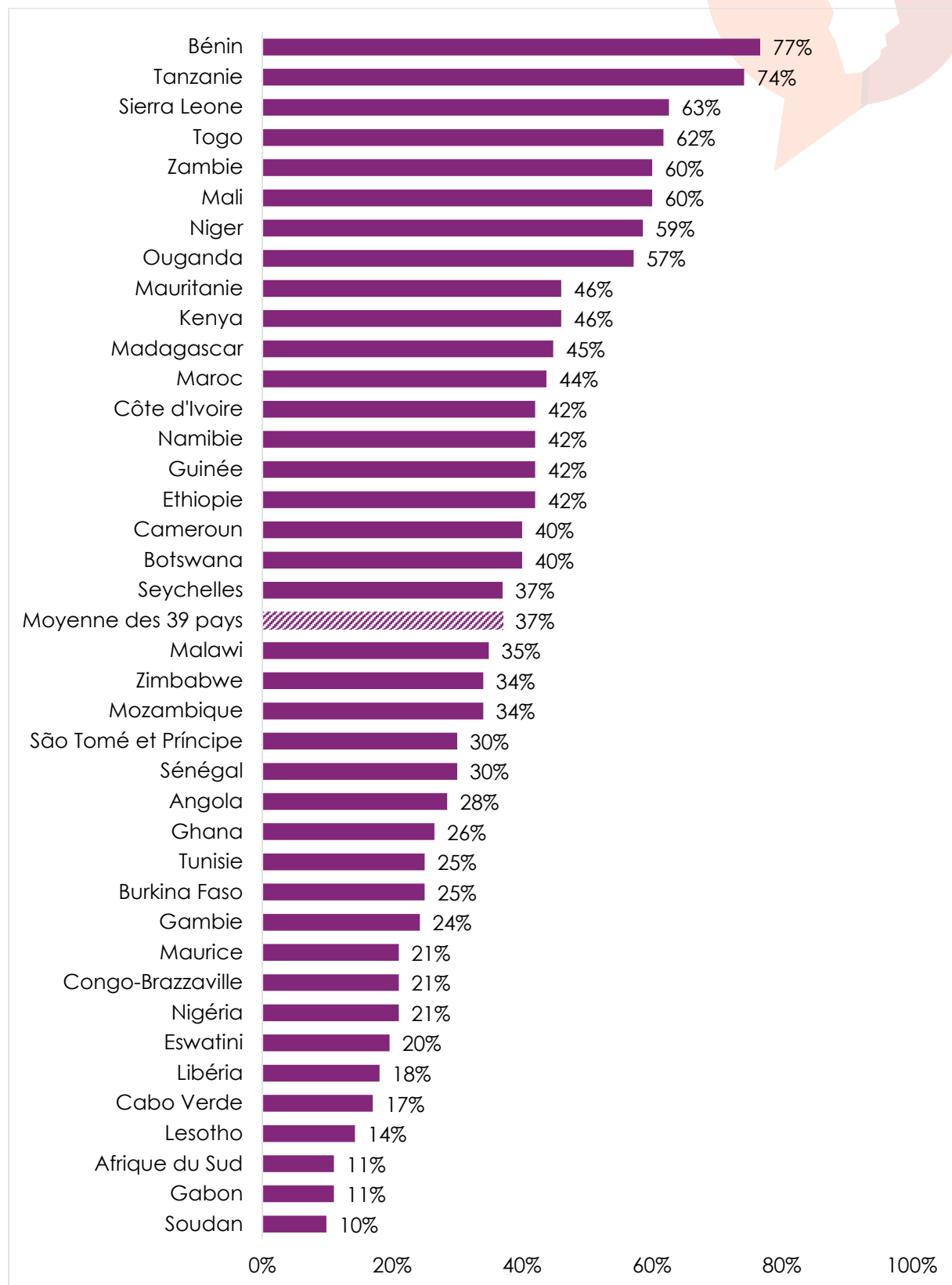
Lorsque nous testons les corrélations entre les performances de la police et l'évaluation du gouvernement quant à la réduction de la criminalité, nous obtenons des résultats divergents (Tableau 4).

D'une part, nous observons une corrélation significative et positive entre le professionnalisme de la police et les évaluations de la performance gouvernementale sur la criminalité (représentée graphiquement à la Figure 16) : La perception d'un comportement plus professionnel de la part de la police est associée à des évaluations plus positives du gouvernement sur la criminalité ($r=0.331$, $p=0.039$). De même, dans les pays où les scores de violence policière sont meilleurs, les citoyens sont plus susceptibles d'approuver la performance gouvernementale sur la criminalité ($r=.328$, $p=0.042$). Nous n'observons pas de corrélation statistiquement significative entre la corruption au sein de la police et la performance gouvernementale sur le plan de la criminalité ($r=-0.133$, $p=0.420$).

En dépit des chiffres de la Figure 16, il est possible que des niveaux élevés de présence de la police ou de contact avec elle augmentent la satisfaction des citoyens quant à la façon dont leur gouvernement gère la criminalité, s'ils sont combinés à des niveaux élevés de professionnalisme de la part de la police. Cependant, une telle analyse dépasse le cadre de ce rapport.

D'autre part, nous constatons que dans les pays où la présence de la police et ses contacts avec les citoyens sont plus importants, ces derniers sont généralement plus négatifs dans leur appréciation de la performance de leur gouvernement sur le plan de la réduction de la criminalité ($r=-0.465$, $p=0.003$). La corrélation est représentée graphiquement dans la Figure 17. Il importe ici de souligner qu'il s'agit d'une association et non d'une relation de cause à effet. Cependant, s'il est plausible que les évaluations négatives de la performance gouvernementale sur la criminalité soient attribuables à des taux de criminalité élevés, qui entraînent également une présence policière plus importante, les preuves précédemment présentées (par exemple, l'usage des pots-de-vin, la perception d'une violence policière excessive) suggèrent que les gens sont au moins en partie insatisfaits de la performance gouvernementale sur la criminalité en raison d'une combinaison de la présence de la police ou de son contact et de son comportement.

Figure 15 : Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)



Tableau 4 : Dimensions de la performance de la police et du gouvernement sur la réduction de la criminalité | corrélation au niveau national | 39 pays | 2021/2023

Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité	
Professionalisme	.331*
Corruption	-.133
Brutalité	.328*
Présence et contact	-.465**

Note : Professionalisme (scores plus élevés = conduite plus professionnelle) ; Corruption (scores plus élevés = moins de corruption) ; Brutalité (scores plus élevés = moins de brutalité) ; Présence (scores plus élevés = présence plus élevée). Coefficients de corrélation de Pearson bivariés (bilatéraux). *La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral). **La corrélation est significative au niveau 0,01 (bilatéral).

Figure 16 : Professionalisme de la police et performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité | 39 pays | 2021/2023

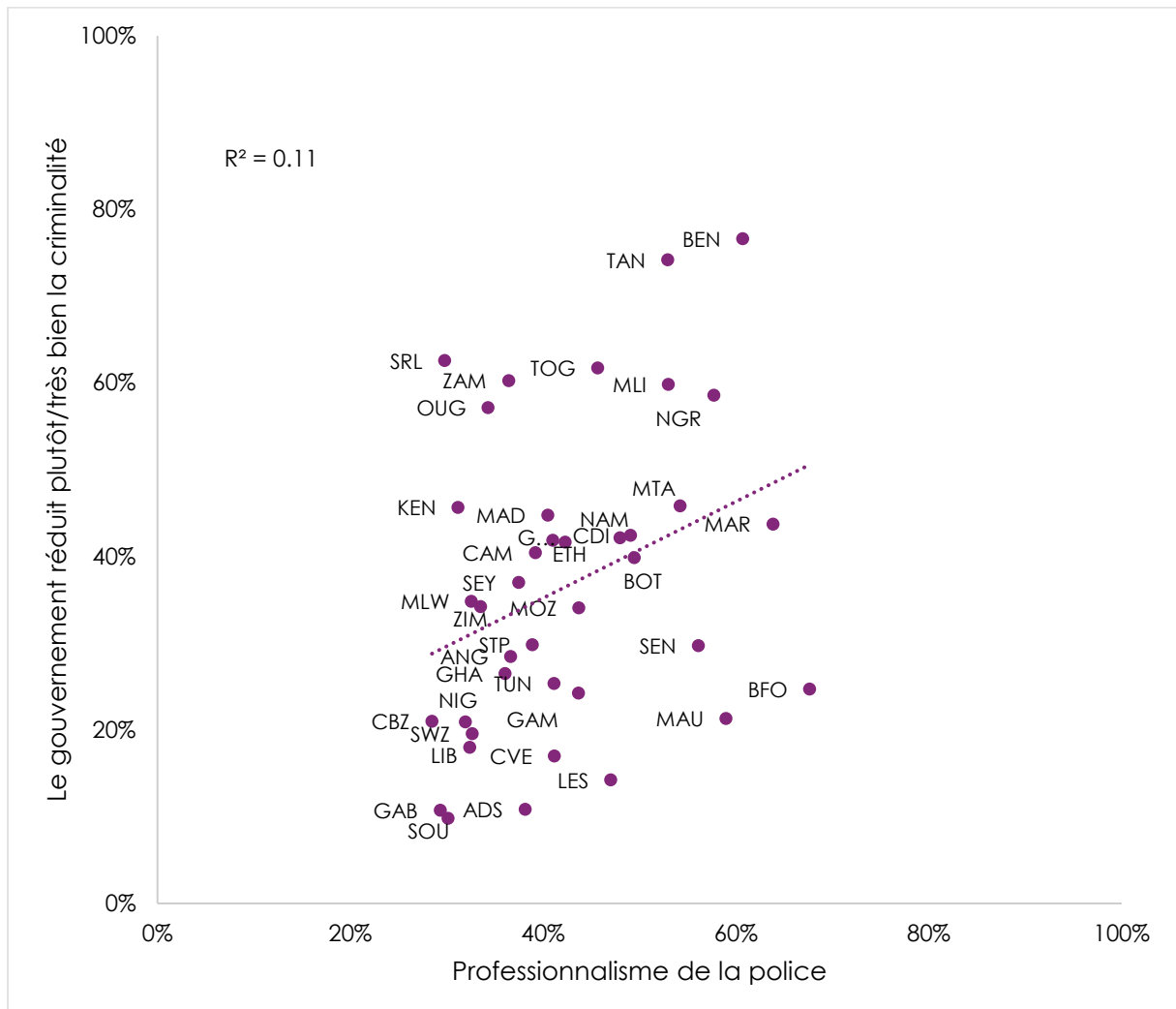
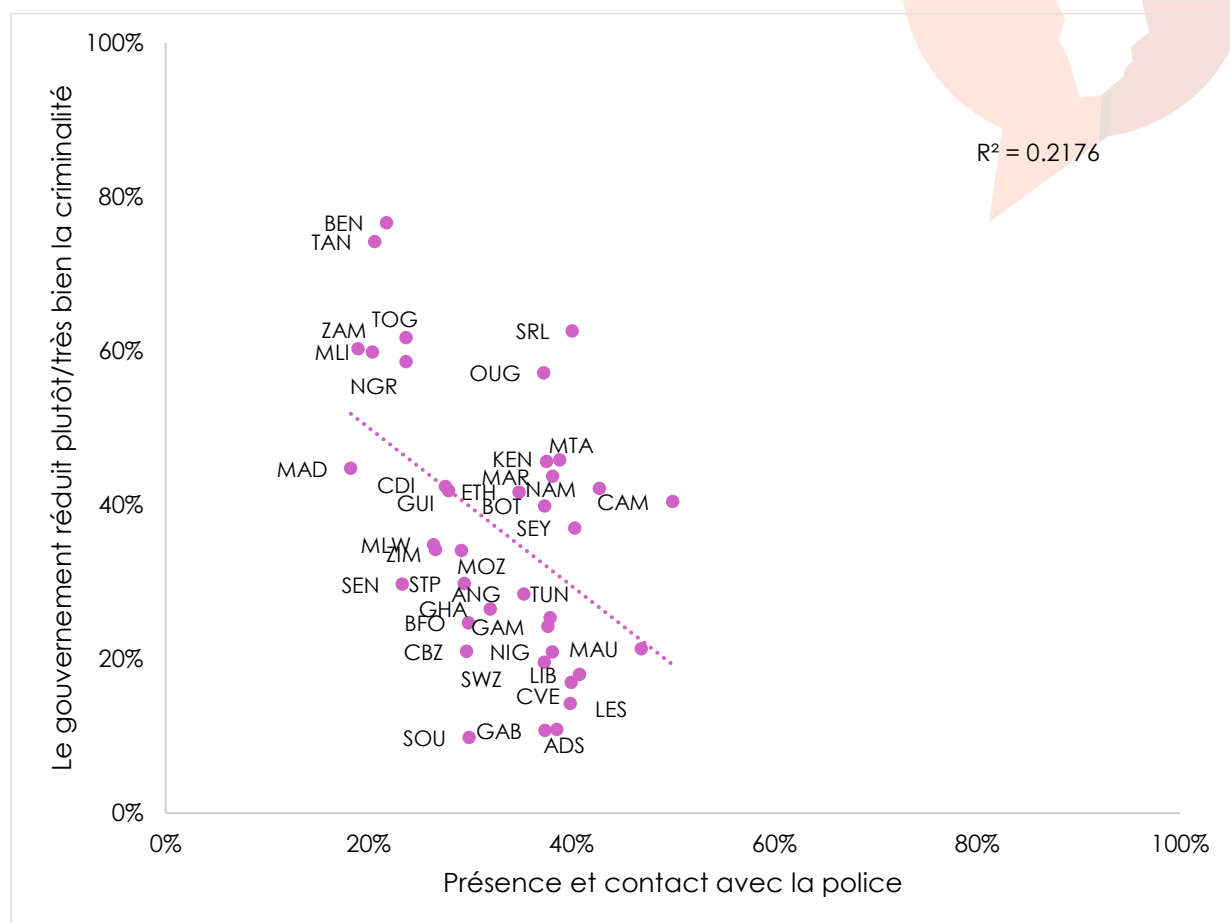


Figure 17 : Présence et contact de la police et performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité | 39 pays | 2021/2023



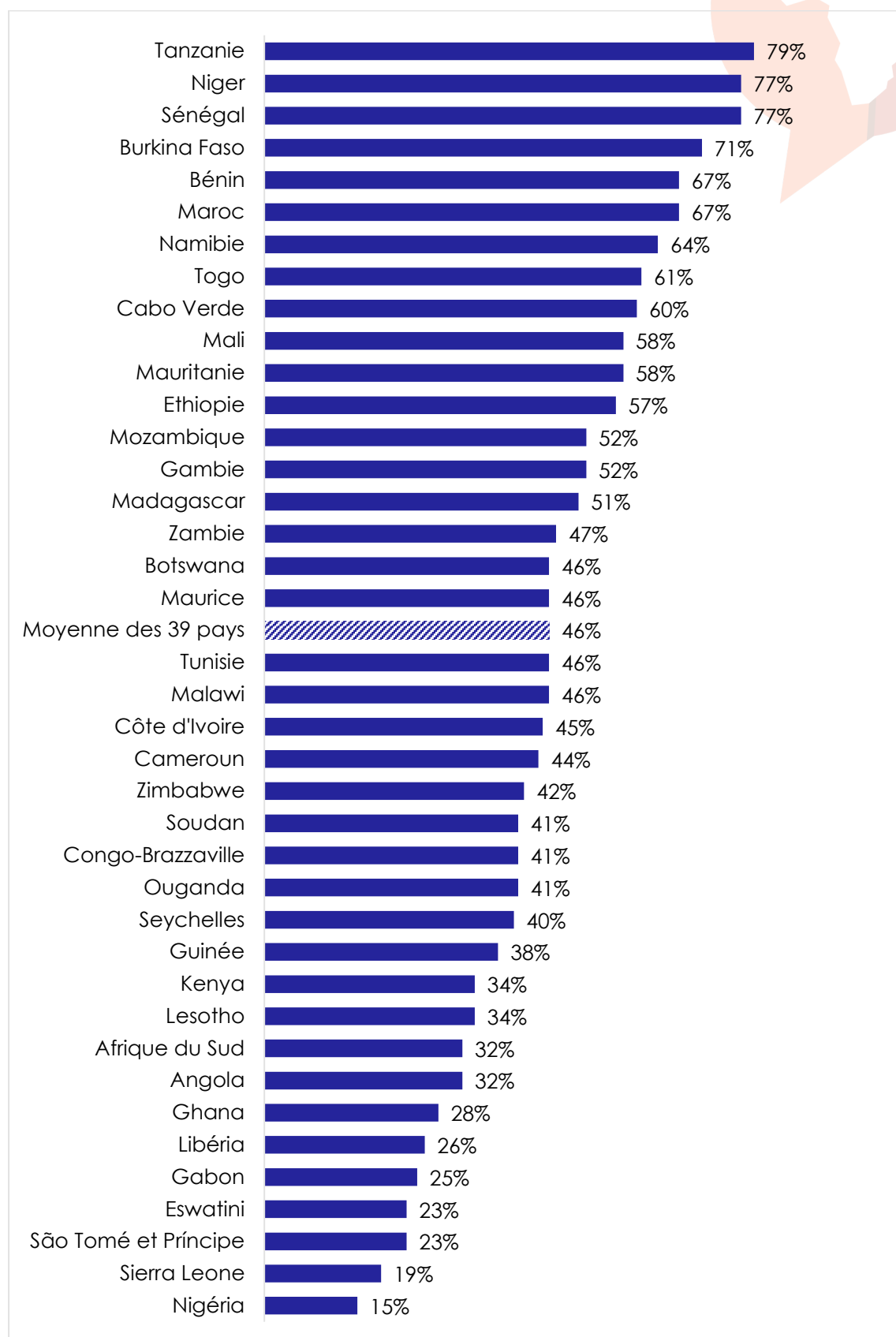
Confiance en la police

Il est plus facile à la police de faire respecter la loi si les citoyens lui font suffisamment confiance pour la soutenir et collaborer avec elle. Cependant, la confiance des citoyens vis-à-vis de la police varie considérablement à travers le continent (Figure 18). En moyenne à travers 39 pays, moins de la moitié (46%) des répondants disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la police. La Tanzanie (79%), le Niger (77%) et le Sénégal (77%) se distinguent par des niveaux de confiance élevés, tandis que moins d'un Sierra-Léonais (19%) et Nigérian (15%) sur cinq font confiance à leur police, ne serait-ce que « partiellement ».

Comment les forces de police du Nigéria ou de la Sierra Leone pourraient-elles accroître la confiance du public ? Lequel des quatre aspects de la performance de la police est-il le plus fortement lié aux niveaux de confiance du public en la police ? Dans le Tableau 5, trois des quatre indicateurs présentent des corrélations statistiquement significatives avec la confiance en la police. Il n'est peut-être pas surprenant de constater que dans les pays où les forces de police sont professionnelles, les citoyens sont beaucoup plus susceptibles de faire confiance à la police (voir la Figure 19). Cette corrélation est la plus forte de toutes les variables de résultats ($r=0.771$, $p<0.001$).

Par ailleurs, les citoyens ont tendance à faire davantage confiance à la police si celle-ci obtient un bon score sur l'indice de violence ($r=0.393$, $p=0.013$). Une fois encore, la corrélation négative entre la présence de la police ou le contact avec la police et la confiance en la police ($r=-0.406$, $p=0.010$) souligne non seulement la complexité des relations entre les policiers et les citoyens, mais aussi la nécessité d'étudier davantage comment la présence de la police et le contact avec la police pourraient améliorer la perception qu'ont les citoyens des forces de l'ordre.

Figure 18 : Partiellement/Beaucoup confiance à la police | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à la police ou gendarmerie, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

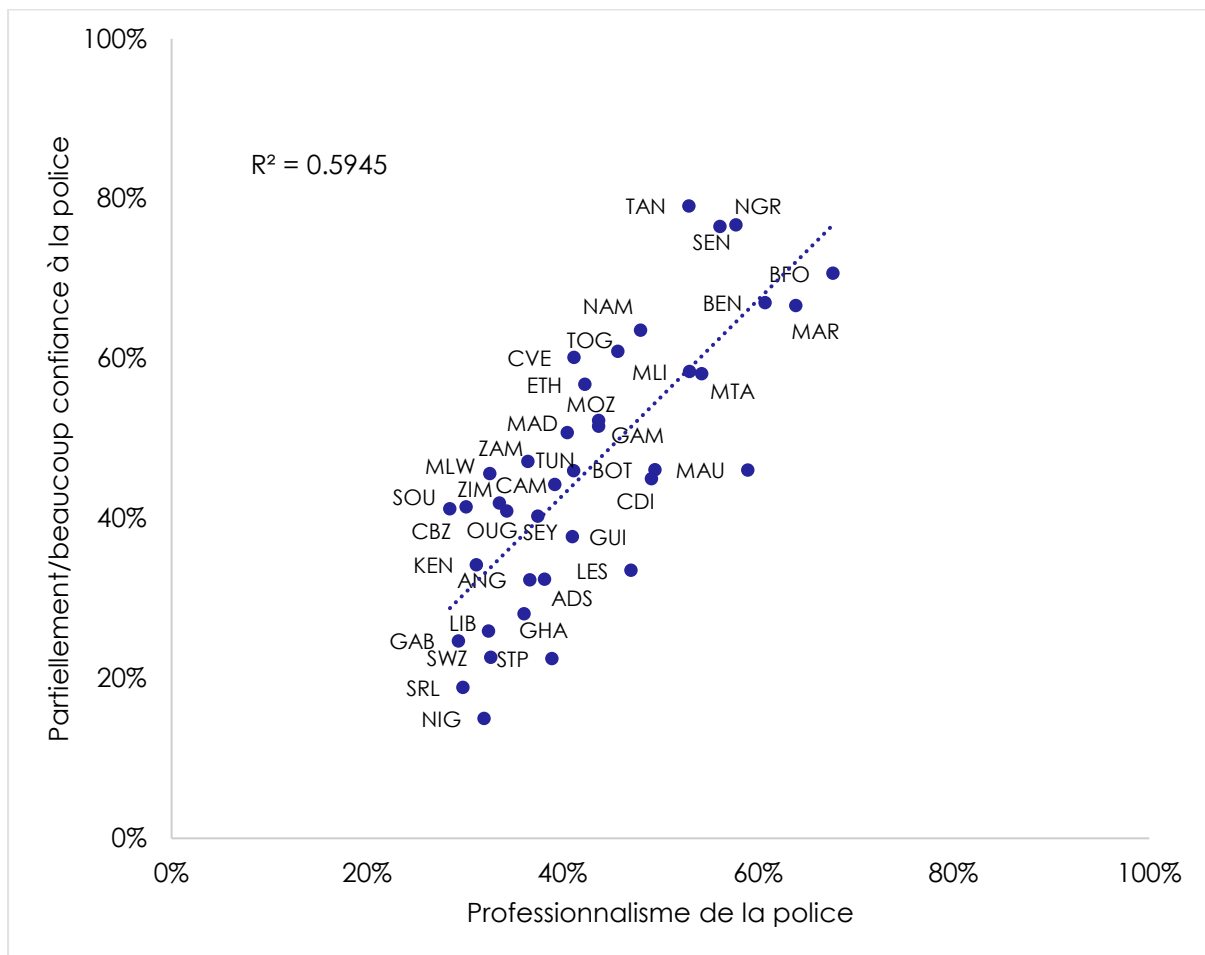


Tableau 5 : Dimensions de la performance et de la confiance à la police
| corrélation au niveau national | 39 pays | 2021/2023

Confiance à la police	
Professionalisme	.771**
Corruption	.232
Brutalité	.393*
Présence et contact	-.406*

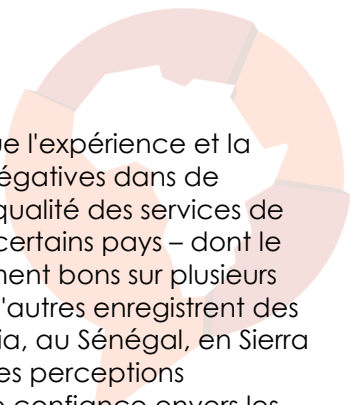
Note : Professionalisme (scores plus élevés = conduite plus professionnelle) ; Corruption (scores plus élevés = moins de corruption) ; Brutalité (scores plus élevés = moins de brutalité) ; Présence (scores plus élevés = présence plus élevée). Coefficients de corrélation de Pearson bivariés (bilatéraux). *La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral). **La corrélation est significative au niveau 0,01 (bilatéral).

Figure 19 : Professionalisme et confiance à la police | 39 pays | 2021/2023



Conclusion

La police a pour mission de faire respecter la loi, de prévenir la criminalité et de protéger les personnes et les biens. Pourtant, elle est souvent accusée de procéder à des arrestations arbitraires, d'être corrompue, de se livrer à des exécutions extrajudiciaires et de commettre d'autres violations flagrantes des droits de l'homme.




Les résultats de l'enquête Afrobarometer la plus récente montrent que l'expérience et la perception qu'ont les Africains de leur police sont particulièrement négatives dans de nombreux pays, ce qui traduit de profondes inquiétudes quant à la qualité des services de police sur l'ensemble du continent. Bien que les forces de police de certains pays – dont le Burkina Faso, le Maroc et le Bénin – obtiennent des résultats relativement bons sur plusieurs indicateurs de performance, cette analyse montre que beaucoup d'autres enregistrent des résultats médiocres. Ce problème est particulièrement aigu au Nigéria, au Sénégal, en Sierra Leone, en Ouganda et au Kenya. Nous constatons également que les perceptions négatives du professionnalisme de la police sont liées au manque de confiance envers les services de police et à un sentiment d'insécurité parmi les citoyens.

D'autres recherches ont révélé que lorsque les gens considèrent la police indigne de confiance, ils sont moins susceptibles de respecter la loi, risquent même de se faire justice eux-mêmes et sont moins susceptibles de coopérer avec la police de façon à améliorer l'efficacité du maintien de l'ordre (Jackson et al., 2012 ; Tyler, 2006 ; Kakumba, 2020).

Nos données révèlent des tendances générales dans tous les pays sur la corrélation entre le professionnalisme, la probité et la conduite respectueuse de la police et les attitudes plus positives des citoyens à l'égard de la police. Les gouvernements africains qui souhaitent relever le défi d'améliorer la perception défavorable de la police par le public – et de la performance gouvernementale par rapport à la lutte contre la criminalité – pourraient examiner de plus près les aspects de la performance de la police qui comptent dans leur pays, et les forces de police les plus performantes qui pourraient partager des solutions avec d'autres.

Références

- 
- Agboga, V. (2021). Beyond decentralising the Nigerian police: How Lagos state circumvented debates on police reforms. *Journal of Contemporary African Studies*, 39(1), 135-150.
- Al Jazeera. (2020). Timeline: #EndSARs protests in Nigeria. 20 octobre.
- Amnesty International. (2020). Uganda: Stop killings and human rights violations ahead of election day. 14 décembre.
- Amnesty International. (2021). Nigeria: No justice for victims of police brutality one year after #EndSARS protests. 20 octobre.
- Amnesty International. (2023a). Nigeria: Three years after #EndSARs at least 15 protesters languish in Lagos jail. 23 octobre.
- Amnesty International. (2023b). Sierra Leone: Still no justice for victims of August 2022 violent protests more than one year on. 17 octobre.
- Amnesty International. (2023c). Sierra Leone: Seven months after August's protests which turned violent in some locations, no justice yet for those injured or the families of those killed. 20 mars.
- Diphhoorn, T. (2019). Why decades of Kenya police reforms have not yielded change. Conversation. 25 novembre.
- George, A. (2020). The roots of the #EndSARs protests in Nigeria. Washington Post. 25 octobre.
- Human Rights Watch. (2018). Zimbabwe: At least 6 dead in post-election violence.
- Human Rights Watch. (2023a). Zimbabwe: Repression, violence loom over August election. 3 août.
- Human Rights Watch. (2023b). Chad: A year on, victims await justice. 23 octobre.
- Jackson, J., Bradford, B., Hough, M., Myhill, A., Quinton, P., & Tyler, T. R. (2012). Why do people comply with the law? Legitimacy and the influence of legal institutions. *British Journal of Criminology*, 52, 1051-1071.
- Kakumba, R. M. (2020). Willing to kill: Factors contributing to mob justice in Uganda. Document de Politique No. 70 d'Afrobarometer.
- Kakumba, R. M. (2022). A few bad apples or a rotten orchard? Ugandans cite brutality and corruption among police failings. Dépêche No. 564 d'Afrobarometer.
- Kakumba, M. R., & Krönke, M. (2023). Brutality and corruption undermine trust in Uganda's police: Can damage be undone? Document de Politique No. 88 d'Afrobarometer.
- Keulder, C. (2021). Africans see growing corruption, poor government response, but fear retaliation if they speak out. Dépêche No. 488 d'Afrobarometer.
- Logan, C., Sanny, J. A. N., & Katenda, L. M. (2022). Si les perceptions sont mauvaises, la réalité est pire : Les citoyens signalent une prédation répandue de la part des policiers africains. Dépêche No. 512 d'Afrobarometer.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No, 84 d'Afrobarometer.
- New York Times. (2022). How George Floyd died, and what happened next. 29 juillet.
- Olukoya, S., & Oyekanmi, L. (2020). Nigerian forces killed 12 peaceful protesters, Amnesty says. Associated Press. 21 octobre.
- Reuters. (2023). Zimbabwe police arrest 25 opposition members ahead of 2023 presidential election. 14 janvier.
- Salih, Z. M., & Burke, J. (2022). Dozens dead in Chad capital as security forces fire on protesters. Guardian. 20 octobre.
- Tyler, T. R. (2006). Why people obey the law. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Uwazuruike, A. (2021). #EndSARs: An evaluation of successes and failures one year later. *Georgetown Journal of International Affairs*. 21 décembre.

Wambua, P. M. (2015a). Police corruption in Africa undermines trust, but support for law enforcement remains strong. Dépêche No. 56 d'Afrobarometer.

Wambua, P. M. (2015b). Call the police? Across Africa, citizens point to police and government performance issues on crime. Dépêche No. 57 d'Afrobarometer.



Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 9 d'Afrobarometer et cycles d'enquête précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Angola	Fév.-Mars 2022	2019
Bénin	Jan. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-Juil 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-Oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juil-Août. 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-Juil 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-Déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-Nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-Juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-Dec. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-Sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-Dec. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-Sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-Mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juil. 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-Sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Mozambique	Oct.-Nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-Nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-Juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-Juil 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Afrique du Sud	Nov.-Déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Soudan	Nov.-Déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-Oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév.-Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Ouganda	Jan. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Zambie	Août-Sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-Avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Tableau A.2 : Dimensions de la performance de la police | 39 pays | 2021/2023

Pays	Présence et contact			Professionnalisme		Corruption		Brutalité	
	Poste de police ou de gendarmerie/ Ont vu des policiers ou gendarmes dans la ZD	Ont demandé l'assistance de la police	Ont eu affaire à la police dans d'autres situations	La police agit avec professionnalisme et respect	Facile d'obtenir l'assistance de la police	Pas de pot-de-vin pour l'assistance de la police	Pas de pot-de-vin dans d'autres situations	Pas de force excessive lors des manifestations	Pas de force excessive sur les suspects
Angola	40%	49%	16%	21%	52%	58%	63%	26%	22%
Bénin	41%	17%	8%	54%	67%	81%	70%	44%	28%
Botswana	46%	37%	29%	38%	61%	91%	91%	42%	27%
Burkina Faso	29%	51%	10%	58%	77%	38%	52%	38%	33%
Cabo Verde	47%	57%	16%	33%	50%	98%	99%	45%	27%
Cameroun	72%	65%	14%	31%	48%	37%	48%	22%	16%
Congo-Brazzaville	50%	28%	11%	17%	40%	32%	35%	17%	16%
Côte d'Ivoire	50%	26%	7%	36%	62%	66%	51%	35%	29%
Eswatini	36%	60%	16%	19%	47%	68%	70%	14%	14%
Ethiopie	51%	43%	11%	35%	50%	65%	83%	52%	48%
Gabon	49%	54%	9%	20%	39%	49%	65%	14%	15%
Gambie	47%	55%	11%	29%	59%	76%	81%	20%	20%
Ghana	38%	49%	8%	23%	49%	55%	64%	26%	17%
Guinée	45%	27%	11%	22%	60%	47%	34%	27%	27%
Kenya	49%	44%	19%	18%	45%	48%	44%	18%	20%
Lesotho	43%	55%	21%	24%	70%	90%	76%	25%	21%
Libéria	40%	63%	20%	20%	45%	22%	30%	15%	17%
Madagascar	36%	12%	7%	44%	37%	51%	52%	50%	53%
Malawi	37%	32%	10%	28%	37%	60%	56%	33%	36%
Mali	32%	17%	12%	54%	53%	65%	53%	31%	22%
Mauritanie	71%	32%	13%	43%	65%	73%	46%	29%	28%
Maurice	74%	57%	9%	42%	76%	97%	88%	37%	32%
Maroc	72%	32%	11%	57%	71%	59%	47%	27%	30%
Mozambique	30%	49%	8%	29%	59%	51%	53%	35%	30%
Namibie	56%	43%	29%	33%	63%	82%	81%	32%	24%

Niger	32%	31%	8%	55%	60%	61%	51%	22%	19%
Nigéria	45%	62%	8%	13%	51%	25%	45%	21%	17%
São Tomé et Príncipe	23%	56%	10%	22%	56%	83%	81%	38%	26%
Sénégal	49%	12%	9%	50%	62%	77%	66%	16%	17%
Seychelles	64%	43%	14%	23%	52%	96%	98%	35%	25%
Sierra Leone	43%	57%	20%	19%	41%	28%	50%	26%	25%
Afrique du Sud	52%	43%	21%	24%	52%	82%	76%	22%	19%
Soudan	57%	24%	9%	27%	33%	55%	64%	23%	26%
Tanzanie	29%	24%	9%	45%	61%	72%	72%	40%	31%
Togo	38%	25%	8%	34%	57%	74%	48%	32%	28%
Tunisie	71%	35%	7%	32%	50%	82%	67%	19%	14%
Ouganda	52%	41%	19%	22%	47%	29%	36%	18%	19%
Zambie	20%	24%	13%	27%	46%	56%	53%	28%	21%
Zimbabwe	24%	47%	8%	26%	40%	63%	65%	17%	19%

Note : Présence (scores plus élevés = présence plus élevée) ; Professionnalisme (scores plus élevés = conduite plus professionnelle) ; Corruption (scores plus élevés = moins de corruption) ; Brutalité (scores plus élevés = moins de brutalité). Toutes les variables des composants se voient attribuer le même poids pour la dimension respective.



Matthias Krönke est chercheur à l'Unité d'Analyse d'Afrobarometer.

Thomas Isbell était le responsable du renforcement des capacités (analyses avancées) d'Afrobarometer.

Makanga Ronald Kakumba est gestionnaire de données principal pour l'Unité de Recherche MRC/UVRI et LSHTM Ouganda à Entebbe, en Ouganda, et chercheur à l'Unité d'Analyse d'Afrobarometer.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Veillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel. Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications sur **#VoicesAfrica**.



Couverture : Adapté d'une photographie d'Axel Bührmann, via Creative Commons.

Contact :

mkroenke@afrobarometer.org

tisbell@afrobarometer.org

makanga.ronnie@gmail.com